

CESCAP

LE CENTRE D'ÉTUDE
DES CAPABILITÉS DANS
LES SERVICES SOCIAUX
ET SANITAIRES

**ÉVALUER
LES POLITIQUES
PUBLIQUES
AUTREMENT**

éesp

école d'études sociales et pédagogiques · Lausanne
haute école de travail social et de la santé · Vaud

Hes·so
Haute Ecole Spécialisée
de Suisse occidentale
University of Applied Sciences
Western Switzerland



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**
FACULTÉ DES SCIENCES
DE LA SOCIÉTÉ
Institut de socioéconomie

CESCAP

LE CENTRE D'ÉTUDE
DES CAPABILITÉS DANS
LES SERVICES SOCIAUX
ET SANITAIRES

**ÉVALUER LES POLITIQUES
PUBLIQUES AUTREMENT**

AVANT-PROPOS OU PRÉLUDE À 4 MAINS

C'est un honneur pour celui qui accueille le Centre d'étude des capacités dans les services sociaux et sanitaires (CESCAP) au sein de l'Université de Genève et plus particulièrement de son Institut de Socioéconomie que de lui souhaiter la bienvenue. C'est aussi un devoir et un plaisir de reconnaître la dette envers la Haute école de Travail social et de la Santé | EESP | Lausanne. En effet, c'est à l'EESP que le CESCAP a été fondé en décembre 2010, sous les auspices de son Laboratoire de recherche Santé et Social (LaReSS). Tout au long de cette aventure, l'EESP a veillé à offrir les meilleures conditions de travail; le soutien de la direction n'a jamais manqué.

C'est une satisfaction pour celles et ceux qui ont encouragé la création d'un tel vivier de réflexion et de recherche d'en constater le succès et la possibilité de continuité. Au cours de ses quatre premières années, le CESCAP a suscité et réalisé de nombreux projets dans les champs des politiques sociales et du travail social, de la santé et de la socioéconomie du travail. Il a pu bénéficier du talent et de l'engagement des fondateurs, Jean-Michel Bonvin, Pierre Gobet et Stéphane Rossini, puis de Valérie Hugentobler et de Morgane Kuehni, toutes et tous professeur-e-s à l'EESP, avec la contribution de leurs équipes de recherche, dont certains membres suivent déjà d'autres horizons. Les apports des études réalisées dans le cadre du CESCAP ont été nombreux et continueront à être précieux pour les enseignements et les travaux de recherche en Bachelor et en Master en Travail social.

Suite au départ du Professeur Bonvin, appelé au sein de l'Institut de Socioéconomie, le CESCAP va désormais être accueilli à l'Université de Genève, qui se félicite de cet apport, aussi parce qu'un tel changement est créateur: il pose les bases d'une collaboration qui, nous l'espérons avec conviction, sera longue et fructueuse entre nos deux institutions, nos deux Maisons, une collaboration qui vivra à travers des chercheuses et chercheurs engagé-e-s qui toutes et tous restent membres du CESCAP.

Longue vie au CESCAP!

HES-SO

Haute école de Travail social
et de la Santé | EESP | Lausanne

La directrice
Paola RICHARD-DE PAOLIS, PhD



UNIVERSITÉ DE GENÈVE

Faculté des Sciences de la Société
Institut de Socioéconomie

Le directeur
Prof. Michel ORIS



SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	2-3
LE CESCAP	7-10
LES MEMBRES	11-17
RECHERCHES	18-43
— LES POLITIQUES SOCIALES	19-26
— LES POLITIQUES SANITAIRES	27-29
— LES POLITIQUES DE LA VIEILLESSE	30-34
— FORMATION, JEUNESSE ET INSERTION	35-39
— LES ENTREPRISES ET LE MARCHÉ DU TRAVAIL	40-43
MANDATS D'ÉVALUATION	44-50
— INSTANCES FÉDÉRALES	45
— INSTANCES CANTONALES	46-47
— INSTANCES COMMUNALES	48
— ASSOCIATIONS ET FONDATIONS PRIVÉES	49-50
PUBLICATIONS	51-63

« SANS LA LIBERTÉ SUBSTANTIELLE,
SANS LA CAPACITÉ D'ENTREPRENDRE UNE ACTION,
UNE PERSONNE NE PEUT ÊTRE TENUE POUR RESPONSABLE
DE CETTE ACTION, HORS DE SA PORTÉE. »

A. Sen, Un nouveau modèle économique, p. 283

LE CESCAP

LE
CES
CAP

7

LE CESCAP : MISSIONS ET OBJECTIFS

Le Centre d'étude des capacités dans les services sociaux et sanitaires (CESCAP) est spécialisé dans l'analyse et l'évaluation des politiques publiques et des transformations du monde du travail. Créé en 2010 au sein de la HETS&Sa | EESP | Lausanne, par Jean-Michel Bonvin, Pierre Gobet et Stéphane Rossini, le CESCAP regroupe des professeur-e-s et chercheur-e-s expérimenté-e-s dans la recherche fondamentale et appliquée, de même que dans l'évaluation des politiques publiques. 2015 représente un tournant important pour le CESCAP qui poursuit dorénavant ses activités dans l'Institut de Socioéconomie de l'Université de Genève, réunissant ainsi les compétences de membres de cet Institut et de la HETS&Sa | EESP | Lausanne.

Dans la lignée d'Amartya Sen, les travaux du CESCAP se focalisent sur le développement des « capacités » des individus, c'est-à-dire leur liberté réelle de définir des orientations et des choix de vie qu'ils ont des raisons de valoriser, en interaction avec leur environnement institutionnel. Un objectif inédit est ainsi assigné aux politiques sociales : il ne s'agit plus simplement d'égaliser les ressources financières ou matérielles via des politiques de redistribution, encore moins de promouvoir une conformité des comportements aux attentes et normes sociales dominantes ; l'objectif consiste à garantir à toutes et tous les conditions d'une vie réellement autonome. Cet objectif exige de repenser en profondeur les missions et contenus de la politique publique. Dans la perspective de Sen, deux dimensions sont centrales : d'une part, le « pouvoir d'agir » exige que les bénéficiaires des politiques sociales disposent des moyens effectifs de mener la vie de leur choix ; d'autre part, la « liberté de choix » requiert que ce choix soit réellement libre et non pas imposé par les représentants des autorités publiques.

AU-DELÀ DE LA REDISTRIBUTION DES RESSOURCES : LA QUESTION DES FACTEURS DE CONVERSION

Dans l'approche par les capacités, la question du pouvoir d'agir ne se résume pas à l'octroi de prestations financières de remplacement. Il faut aussi prendre en compte :

- les facteurs individuels de conversion qui désignent les caractéristiques, capacités ou compétences individuelles ;
- les facteurs sociaux de conversion qui désignent le contexte social dans lequel la personne évolue.

Une politique publique centrée sur les capacités doit donc agir conjointement sur les ressources (octroi de biens, services, revenus de remplacement, etc. adéquats) et sur les facteurs de conversion. À défaut, elle risque fort de ne pas se traduire par une augmentation des libertés réelles des personnes.

LA CENTRALITÉ DE LA LIBERTÉ DE CHOIX

Développer les moyens d'action des personnes n'est cependant qu'un axe de l'approche par les capacités. Si l'on s'arrête là, on court le risque de tomber dans une conception paternaliste de l'action publique, où ces moyens sont mis à disposition sous réserve de la conformité des comportements des bénéficiaires aux attentes des autorités publiques. La deuxième dimension de l'approche par les capacités, celle de la liberté de choix, vise à prévenir autant que possible cette dérive. Il importe donc que les politiques publiques soient conçues de telle manière à reconnaître un espace de liberté d'expression et d'action à leurs bénéficiaires. Laisser plus de temps aux acteurs de terrain, ne pas chercher à imposer des fonctionnements ou manières d'être ou d'agir spécifiques, voilà quelques pistes concrètes que l'approche par les capacités suggère en vue de mieux respecter la liberté de choix des bénéficiaires des politiques sociales et sanitaires.

Ces deux dimensions des capacités, « pouvoir d'agir » et « liberté de choix », doivent être prises en compte ensemble. Une telle perspective implique une double évolution de l'action publique : d'une part, elle requiert une extension du domaine de la politique et de l'action sociales qui n'englobe pas seulement la question de la garantie des ressources, mais aussi l'ensemble des facteurs de conversion ; d'autre part, l'accent mis sur la liberté réelle de chacune et chacun exige que le champ de l'action publique n'empiète pas sur la liberté individuelle de « choisir la vie que l'on a des raisons de valoriser ». Agir extensivement sur les facteurs de conversion tout en n'empiétant pas sur la liberté de choix des bénéficiaires, telle est la voie que l'approche par les capacités propose aux politiques sociales et sanitaires contemporaines.

Le CESCAP se donne comme objectif de traduire cette approche en un outil analytique rigoureux en vue de l'évaluation des politiques publiques dans le champ de l'action sociale et sanitaire. Il vise à assurer une production de savoirs permettant d'améliorer la transparence, la qualité et le fonctionnement du système de protection sociale et du marché du travail. Il a pour vocation d'être un espace de discussion, de vulgarisation et de transfert des savoirs entre les acteurs du social et du marché du travail, les décideurs politiques et le monde de la recherche et de l'enseignement. Il veut par là contribuer à l'amélioration des processus de décision et soutenir l'application et l'évaluation des politiques publiques.

LES ACTIVITÉS DU CESCAP

Les membres du CESCAP ont réalisé un nombre important de projets de recherche financés par des instances externes telles que la Commission européenne ou le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS). Ces études ont notamment porté sur les assurances sociales et l'aide sociale, les institutions socio-éducatives, la santé, l'invalidité et le handicap, la formation et la jeunesse, les politiques du vieillissement, le chômage, l'emploi et les rapports entre marché du travail et sécurité sociale. Les résultats de ces recherches viennent nourrir les enseignements dispensés par les membres du CESCAP. Ils ont fait l'objet de nombreux colloques et conférences. La liste complète et les descriptifs des recherches réalisées figurent en pages 18-43 de la présente brochure. Les membres du CESCAP ont également accompli de nombreux mandats d'évaluation pour le compte de collectivités publiques au niveau fédéral, cantonal ou communal, ainsi que pour des associations et fondations privées. La liste des mandats réalisés figure en pages 44-50 de la présente brochure. Pour certains de ces mandats, le descriptif est donné à titre d'illustration.

LE CESCAP EN CHIFFRES

5 PROFESSEUR-E-S	25 RECHERCHES
2 COORDINATEUR-TRICE-S	14 MANDATS D'ÉVALUATION
24 COLLABORATEUR-TRICE-S	179 PUBLICATIONS

25 RECHERCHES par instance de financement

6 COMMISSION EUROPÉENNE
7 FONDS NATIONAL SUISSE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
9 HES-SO
3 AUTRES INSTANCES

14 MANDATS par type de mandant

2 INSTANCES FÉDÉRALES
5 INSTANCES CANTONALES
2 INSTANCES COMMUNALES
5 ASSOCIATIONS ET FONDATIONS PRIVÉES

10

11

LES MEMBRES

MEMBR

PROFESSEUR-E-S



Jean-Michel Bonvin est Docteur en sociologie (Université de Paris Sorbonne). Professeur ordinaire en politiques sociales et vulnérabilités à l'Université de Genève depuis février 2015, il a été professeur de sociologie et de politiques sociales à la HETS&Sa | EESP de 2006 à janvier 2015. Ses champs d'expertise recouvrent les politiques sociales et de l'emploi, l'innovation organisationnelle dans le secteur public et le tiers secteur, la sociologie du travail et des entreprises et les théories de la justice, notamment l'approche par les capacités. Il est membre du conseil de direction du projet *SociEtY* (EU-FP7) ainsi que du pôle de recherche national *LIVES* (FNS). Il a participé aux projets *Eurocap* (EU-FP5), *Capright* (EU-FP6), *WorkAble* (EU-FP7), *EduWel* (EU-FP7-ITN) ainsi qu'aux programmes Cost a15 *Reforming Social Protection Systems in Europe* et Cost a34 *Gender and Well-Being*. Depuis 2008, Jean-Michel Bonvin est Président de l'Association suisse de politique sociale.



Pierre Gobet est Docteur en sociologie (Université de Genève) et infirmier diplômé en soins généraux. Professeur à la HETS&Sa | EESP depuis 2006, il s'intéresse particulièrement aux questions relatives à la coordination des prestations sanitaires et sociales, au développement d'une prise en charge continue et cohérente des personnes souffrant de problèmes chroniques et aux apports spécifiques du *case management* dans les réseaux et les organisations de services intégrés. Il est également responsable du *Certificate of Advanced Studies in case management*, une offre de formation continue portée par différents sites de la HES-SO.



Valérie Hugentobler est titulaire d'un Master en sciences politiques (Université de Lausanne). Spécialisée en politique sociale et assurances sociales, ainsi qu'en gérontologie, elle est professeure à la HETS&Sa | EESP depuis 2009. Elle a auparavant travaillé pendant plusieurs années à l'Institut universitaire Âges et Générations (INAG). Elle est également membre du comité de l'Association suisse de politique sociale. Ses travaux de recherche se rapportent à l'analyse des politiques de la vieillesse, des structures sociosanitaires de la prise en charge des personnes âgées et à l'articulation entre politiques publiques et secteur privé, dans le domaine de l'aide et des soins à domicile notamment. Elle s'intéresse aussi aux transitions du parcours de vie, ainsi qu'aux relations entre les générations.



Morgane Kuehni est sociologue du travail, titulaire d'une licence et d'un Doctorat en sciences sociales (Université de Lausanne) ainsi que d'un Master en santé au travail (Université de Lausanne et École polytechnique de Zurich). Professeure à la HETS&Sa | EESP depuis 2013, ses travaux portent sur l'érosion du statut salarial et les formes d'emplois atypiques, le chômage, la santé et la souffrance au travail. Ses recherches intègrent une perspective de genre. Elle a participé récemment à deux recherches portant sur l'égalité entre hommes et femmes dans les secondes parties de carrière ainsi que sur les transformations des entreprises et leurs effets sur la relation de travail.



Stéphane Rossini est licencié en sciences politiques et Docteur en sciences sociales de l'Université de Lausanne. Professeur à la HETS&Sa | EESP de 2006 à 2012, il a été responsable du Master of Advanced Studies en Action et politiques sociales. Il est par ailleurs chargé de cours au sein de la Maîtrise en administration publique de l'Université de Genève. Ses travaux portent sur les domaines de la gouvernance, de la gestion, de l'administration et de l'évaluation des politiques sociales et sanitaires suisses ainsi que des institutions sans but lucratif, aux niveaux fédéral, cantonal et communal. Son expertise comprend les questions liées au développement des assurances sociales, au financement de la sécurité sociale, aux problématiques statistiques et de transparence des politiques publiques et du système de protection sociale. Il est membre associé du CESCAP depuis 2012, et Président du Conseil National suisse depuis décembre 2014.

COORDINATEUR-TRICE-S



Emilie Rosenstein est titulaire d'une licence et d'un Master en sociologie (Université de Genève). Chargée de recherche à la HETS&Sa | EESP depuis 2007, elle est coordinatrice du CESCAP depuis 2012. Elle a participé aux projets de recherche *Capright* (EU-FP6, étude de cas sur la réadaptation des personnes invalides), *WorkAble* (EU-FP7, étude de cas sur l'insertion des jeunes en difficulté) et a été co-requérante d'un projet financé par la HES-SO portant sur la collaboration interinstitutionnelle en Suisse romande. Elle réalise actuellement un doctorat dans le cadre du pôle de recherche national *LIVES* (FNS). Ses domaines d'expertise comprennent les politiques sociales, les politiques d'insertion professionnelle ainsi que l'organisation et l'innovation dans le champ de l'action sociale.



Frédéric Widmer est titulaire d'une licence en sciences sociales, d'un DEA ainsi que d'un doctorat en sciences politiques (Université de Lausanne). Chargé de recherche à la HETS&Sa | EESP et coordinateur du CESCAP de 2010 à 2012, ses champs d'expertise comprennent la sociologie des entreprises, les relations industrielles, les transformations du marché du travail et tout particulièrement la financiarisation des entreprises. Il a publié notamment en 2012 *La coordination patronale face à la financiarisation. Les nouvelles règles du jeu dans l'industrie suisse des machines*. Depuis 2012, il travaille au sein du secteur Recherche et évaluation de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS). Il est depuis lors membre associé du CESCAP.

CHARGÉ-E-S DE RECHERCHE



Benoît Beuret est titulaire d'un Master en Recherche en sciences sociales (EHES - Paris) et d'une licence en sciences sociales (Université de Lausanne). Chargé de recherche à la HETS&Sa | EESP depuis 2013, il participe actuellement au projet européen *SocIEtY* (EU-FP7). Il réalise parallèlement un doctorat en sociologie à l'Université de Fribourg portant sur les formes d'objectivation du handicap et la prise en charge des troubles psychiques dans le cadre de l'assurance-invalidité.



Nicola Cianferoni est titulaire d'un Master en socioéconomie et d'une Licence en histoire économique et sociale (Université de Genève). Il a mené plusieurs enquêtes sur les restructurations, les conditions de travail et les mobilisations collectives dans les secteurs publics (La Poste) et privés (industrie des machines-outils, entreprises aéroportuaires, banques). Il réalise actuellement une thèse de doctorat sur la redéfinition des normes temporelles de travail dans la grande distribution suisse.



Karine Clerc est titulaire d'un Bachelor et d'un Master en Travail social (HES-SO). Chargée de recherche à la HETS&Sa | EESP depuis 2013, elle étudie les parcours de vie des jeunes adultes bénéficiaires de programmes d'insertion professionnelle, en lien avec le pôle de recherche national *LIVES* (FNS), notamment dans une perspective de genre. Dans le cadre du projet *WorkAble* (EU-FP7), elle a également étudié l'insertion socioprofessionnelle des jeunes adultes à l'aide sociale, sous l'angle des politiques migratoires.



Stephan Dahmen est titulaire d'un Master en sciences de l'éducation de l'Université de Bielefeld et travaille à la HETS&Sa | EESP depuis 2010. Il a participé au projet européen *EduWel - Education as Welfare* (FP7-PEOPLE-ITN-2008) en tant que doctorant et poursuit ses travaux qui mobilisent l'approche par les capacités pour étudier les politiques publiques visant l'intégration socioprofessionnelle des jeunes vulnérables, notamment dans le cadre du projet européen *SocIEtY* (EU-FP7).



Virva Leppänen est titulaire d'un Master en sociologie (Université de Jyväskylä) et a participé en tant que doctorante au projet *EduWel - Education as Welfare*, portant sur l'amélioration des opportunités d'intégration pour les jeunes socialement vulnérables en Europe. Elle termine actuellement son doctorat qui porte sur les pratiques d'activation des jeunes dans un programme d'insertion du canton de Vaud et questionne le rôle des professionnel-le-s ainsi que les discours sur les politiques actives.



Aris Martinelli est titulaire d'un Bachelor en philosophie et économie (ISFI, Université de la Suisse italienne) ainsi que d'un Master en économie politique (spécialisation éthique économique, Université de Fribourg). Depuis 2013, il étudie les restructurations dans le secteur des machines dans le cadre du projet FNS « Les transformations de l'entreprise et leurs effets sur la relation de travail » et participe à une recherche qui porte sur le rôle des entreprises dans les politiques sociales.



Lorraine Odier da Cruz est titulaire d'un Doctorat en sciences sociales de l'Université de Lausanne. Ses recherches portent sur les transformations des normes de parentalité portées par des institutions étatiques et para-étatiques à Genève depuis les années 1950 et la manière dont elles redéfinissent les rapports sociaux de sexe et de classe. Chargée de recherche à la HETS&Sa | EESP depuis 2014, elle participe à un projet de recherche portant sur les expériences de la « pauvreté laborieuse » dans le canton de Vaud.

16

ANCIEN-NE-S MEMBRES DU CESCAP

Margherita Bussi, Anne Clausen, Maël Dif-Pradalier, André Fischer, Davina Gateley Said, Sabrina Gitto, Éric Moachon, Alice Noël, Daniel Prélaz, Céline Remy, Marion Repetti, Sébastien Schafer, Axelle Schnell, Agnese Strozzeza, Pierre Troillet.

MEMBRES ASSOCIÉ-E-S

Simon Deakin, *Center for Business Research* (CBR), Cambridge

Jean De Munck, Université catholique de Louvain (UCL)

Hans-Uwe Otto, *Bielefeld Center for Education and Capability Research*, Bielefeld

Stéphane Rossini, Président du Conseil National suisse, membre fondateur du CESCAP

Robert Salais, Institutions et Dynamiques Historiques de l'Économie, École Normale Supérieure de Cachan (IDHE ENS-Cachan)

Josiane Vero, Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq), Marseille

Frédéric Widmer, Office fédéral des assurances sociales (OFAS), Berne, ancien coordinateur du CESCAP

Noel Whiteside, *University of Warwick*, Coventry

Bénédicte Zimmermann, Centre Georg Simmel, École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), Paris

ORGANISATIONS PARTENAIRES

- Bielefeld Center for Education and Capability Research
- Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq)
- Centre Georg Simmel, École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS)
- Institutions et Dynamiques Historiques de l'Économie, École Normale Supérieure de Cachan (IDHE ENS-Cachan)

17

CAPRIGHT - RESOURCES, RIGHTS AND CAPABILITIES

IN SEARCH OF SOCIAL FOUNDATIONS FOR EUROPE

Le projet *Capright* vise à évaluer les politiques sociales, les politiques de l'emploi, les pratiques de dialogue social ainsi que les stratégies économiques des entreprises à l'aune de leur contribution au développement des capacités des personnes concernées, bénéficiaires des politiques sociales ou salarié-e-s des entreprises. L'approche par les capacités insiste sur l'importance d'une dynamique positive entre justice sociale et efficacité économique dans les économies de la connaissance contemporaines.

Dans cette perspective, la priorité est de permettre à chaque personne, où qu'elle vive ou travaille, d'envisager son avenir de manière autonome grâce à la disponibilité de ressources adéquates. Quels choix de vie ou de travail lui sont réellement accessibles? De quelle liberté réelle de choix dispose-t-elle? Quelles formes d'action publique peuvent être mobilisées en vue de surmonter les difficultés? Dans quelle mesure l'action publique résulte-t-elle d'un débat démocratique ouvert? Comment la politique publique peut-elle combler les inégalités de capacités? Telles sont les questions qui ont guidé les études empiriques menées dans les entreprises et auprès des responsables et des agents des politiques d'intégration sociale. En Suisse, les études ont porté sur l'assurance-invalidité, la collaboration interinstitutionnelle (Vaud, Valais) et l'aide sociale (Vaud), ainsi que dans deux entreprises du secteur de la métallurgie. Le projet a réuni 24 équipes de recherche dans 13 pays européens et 2 pays d'Amérique latine.

RESPONSABLE

Bonvin Jean-Michel

COORDINATEUR

EUROPÉEN

Salais Robert, IDHE
ENS-Cochan

COLLABORATION DE

Badan Philippe
Galster Déborah
Moachon Éric
Rosenstein Emilie

FINANCEMENT

Commission européenne
FP6

DURÉE

du 1^{er} janvier 2007
au 31 décembre 2010

QUELQUES PUBLICATIONS ISSUES DU PROJET

- Bonvin, J.-M., & Moachon, É. (2012). *Assessing Employee Voice in Restructuring Processes against the Capability Approach. A Case Study in the Swiss Metal Sector.* *Management Revue, The International Review of Management Studies*, 23 (2), 158-172.
- Bonvin, J.-M., & Rosenstein, E. (2010). *Transformation des régimes de protection sociale: le cas de la Suisse.* In F. Degavre, D. Desmette, E. Mangez, M. Nyssens & P. Reman (Eds.), *Transformations et innovations économiques et sociales en Europe: quelles sorties de crise?* (pp. 19-33). Louvain-La-Neuve: Presses Universitaires de Louvain.
- Galster, D., Rosenstein, E., & Bonvin, J.-M. (2009). *Assessing Integrated Employment Policies against the Capability Approach, A Swiss case study.* *International Journal of Sociology and Social Policy*, 29 (11-12), 637-648.

LES MÉTIERS DE L'INSERTION FACE À LA RATIONALISATION DE L'ACTION PUBLIQUE

Les politiques sociales contemporaines connaissent des transformations rapides dans le double sens de leur individualisation (avec l'émergence de prestations et interventions sociales taillées sur mesure en fonction des caractéristiques des bénéficiaires) et de leur contractualisation (avec l'apparition de nouveaux modes de gouvernance de l'action sociale inspirés de la logique du contrat). La plupart des travaux tendent à analyser séparément ces deux évolutions et ne parviennent donc à rendre compte que partiellement de leur impact sur les pratiques des agents locaux et sur les bénéficiaires. Le projet vise à combler cette lacune et à déterminer en quoi le nouveau contexte administratif et organisationnel, marqué par la mobilisation croissante des principes de la nouvelle gestion publique et le recours toujours plus fréquent à des outils tels que les contrats de prestations, les enveloppes budgétaires ou les indicateurs de performance, influence les modalités concrètes de l'individualisation des politiques sociales. Ce projet se donne comme ambition d'analyser comment les professionnels de l'insertion sociale et professionnelle parviennent à intégrer les nouveaux outils de gouvernance dans leurs tâches quotidiennes et dans quelle mesure ce cadre leur permet d'assurer un suivi individualisé de qualité aux bénéficiaires. Par hypothèse, une trop grande formalisation des relations entre organisateurs de mesures actives de réinsertion et autorités publiques, assortie d'exigences quantitatives de résultat, comporte des risques accrus de standardisation des prestations et de dérives vers un accompagnement visant davantage à responsabiliser le bénéficiaire qu'à l'émanciper.

RESPONSABLE

Bonvin Jean-Michel

COLLABORATION DE

Moachon Éric

FINANCEMENT

Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS), programme DO-REsearch

DURÉE

du 1^{er} novembre 2007
au 30 juin 2009

QUELQUES PUBLICATIONS ISSUES DU PROJET

- Bonvin, J.-M., & Moachon, É. (2010). Les dilemmes des conseillers des agences publiques pour l'emploi en Suisse. *SociologieS*, mise en ligne le 3 février 2010.
- Moachon, É., & Bonvin, J.-M. (2013). Les nouveaux modes de gestion du travail social et la marge discrétionnaire des travailleurs sociaux. In C. Bellot, M. Bresson & C. Jetté (Eds.), *Le travail social et la nouvelle gestion publique* (pp. 205-220). Québec: Presses de l'Université du Québec.

20

LE CASE MANAGEMENT EN SUISSE ROMANDE

INVENTAIRE DES PRATIQUES ET DES PROJETS

Le *case management* est un nouveau modèle d'intervention sociale et sanitaire individualisée. Réservé au suivi des personnes dont les besoins sont de nature particulièrement complexe, il est présenté tantôt comme l'outil de l'activation et de la responsabilisation individuelle, tantôt comme un moyen propre à améliorer la qualité des prestations, lorsque celles-ci nécessitent une coordination interinstitutionnelle et interprofessionnelle étroite. La recherche a pour but de passer en revue la littérature nationale et internationale sur le sujet, de faire un état des lieux des pratiques actuelles du *case management* en Suisse romande et, considérant que le terme de *case management* ne renvoie pas à des pratiques homogènes d'intervention, d'identifier les modèles en présence. De type exploratoire, elle est basée sur l'interview semi-directive d'une sélection de près de 40 personnes qui directement ou indirectement travaillent ou seront appelées à travailler avec cet outil.

RESPONSABLE

Gobet Pierre

COLLABORATION DE

Galster Déborah
Scherer Fabienne

FINANCEMENT

Réseau d'études appliquées en politiques sociales, familiales et de la santé (REA), HES-SO

DURÉE

du 1^{er} avril 2008
au 31 août 2009

QUELQUES PUBLICATIONS ISSUES DU PROJET

- Gobet, P. (2008). Le *case management*: quelles vertus lui prêter? *Dépendances*, 36, 9-11.
- Gobet, P., Galster, D., Repetti, M., Scherer, F., & Constantin, E. (2012). *Le case management en contexte. Bases conceptuelles et applications d'un dispositif de prise en charge intégratif*. Lausanne: EESP.

21

LUTTER CONTRE LA FRAGMENTATION DES POLITIQUES SOCIALES

INVENTAIRE DES PRATIQUES CII-MAMAC
DANS 3 CANTONS ROMANDS

Depuis une dizaine d'années, la fragmentation des politiques sociales est présentée comme un défi majeur pour l'action sociale. Les politiques intégrées de l'emploi sont souvent envisagées comme la solution pour remédier à ce phénomène. Leur objectif est de garantir un usage plus cohérent des ressources à disposition ainsi que leur focalisation sur un objectif commun, celui de l'activation des personnes à travers une meilleure coordination de l'intervention sociale. Ces politiques renferment donc un double objectif : d'une part, optimiser l'allocation des ressources en évitant les écueils traditionnels de la fragmentation (« effets tourniquets », doublons, dispersion de l'information, mise en concurrence des services, etc.) ; d'autre part, proposer une prise en charge plus cohérente et mieux adaptée aux besoins des bénéficiaires.

Cette recherche a pour but de questionner l'impact de ces nouvelles modalités d'intervention sociale à partir d'un inventaire raisonné des pratiques de collaboration interinstitutionnelle développées dans trois cantons romands (Vaud, Valais et Neuchâtel) entre l'assurance-chômage, l'assurance-invalidité et l'aide sociale dans le cadre du projet pilote national CII-MAMAC.

RESPONSABLE

Bonvin Jean-Michel

COLLABORATION DE

Rosenstein Emilie
Schafer Sébastien,
étudiant du *Master of Arts* en Travail social

FINANCEMENT

Réseau d'études
appliquées en politiques
sociales, familiales
et de la santé (REA),
HES-SO

DURÉE

du 1^{er} juin 2009
au 31 juillet 2010

PUBLICATION ISSUE DU PROJET

— Rosenstein, E., Bonvin, J.-M., & Schafer, S. (2012). Les politiques intégrées de l'emploi : un nouveau modèle pour l'insertion?. *TEF: Travail - Emploi - Formation*, 10, 29-41.

22

MÉMOIRE SOCIALE ET PÉRENNITÉ DES POLITIQUES DE SOLIDARITÉ EN SUISSE

Les politiques de solidarité, dans leur mise en œuvre, font l'objet de débats politiques intenses et d'aménagements continus, parfois fondamentaux. Or, le risque d'une perte de mémoire collective est préoccupant, notamment au sein des jeunes générations, parce qu'il pourrait porter préjudice au développement, voire à l'existence même des politiques de solidarité, qui garantissent la cohésion sociale. Cette recherche essaie donc d'évaluer l'amplitude de la perte de mémoire sociale auprès des jeunes générations, elle s'inscrit dans la perspective de la pérennité des politiques de solidarité. Les questions suivantes la sous-tendent : les jeunes générations savent-elles d'où viennent les politiques de solidarité ? Pourquoi, par qui et comment ont-elles été créées ? Comment les solidarités sont-elles organisées ? À qui sont-elles destinées ? Pour y répondre, deux démarches empiriques ont été conduites dans les cantons de Genève, Valais et Vaud. La première saisit la manière dont l'école aborde la problématique des solidarités dans les programmes scolaires. La deuxième est consacrée à une enquête réalisée auprès de 3'180 jeunes pour apprécier leur compréhension de la solidarité. Ces éléments empiriques sont complétés par des réflexions théoriques plus fondamentales et sont mis au service d'une perspective ambitieuse : la création en Suisse d'un espace national de citoyenneté et de solidarité, la Cité des Solidarités.

RESPONSABLE

Rossini Stéphane

COLLABORATION DE

Fischer André

FINANCEMENT

Réseau d'études
appliquées en politiques
sociales, familiales
et de la santé (REA),
HES-SO

DURÉE

du 1^{er} août 2011
au 31 octobre 2012

PUBLICATION ISSUE DU PROJET

— Rossini, S. (2013). Les jeunes romands et la solidarité. *Revue Reiso: information sociale indépendante*, mise en ligne le 23 mai 2013.

23

SURMONTER LA VULNÉRABILITÉ FACE AU CHÔMAGE - IP5 NCCR LIVES

POSSIBILITÉS ET LIMITES DES POLITIQUES SOCIALES DITES « ACTIVES »

RESPONSABLE

Bonvin Jean-Michel

COLLABORATION DE

Bickel Jean-François, HEF-TS

Bühlmann Félix, Université de Lausanne

Tabin Jean-Pierre

Clerc Karine

Dif-Pradalier Maël

Galhano Laura, Université de Lausanne

Perriard Anne

Rosenstein Emilie

FINANCEMENT

Pôle de recherche national LIVES – Surmonter la vulnérabilité: perspective du parcours de vie (FNS)

DURÉE

du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2014

24

The NCCR LIVES relies on an extensive conception of vulnerability, focusing on life as a whole and on all social, political, economic, etc. processes and parameters that interfere during the individuals' life span. IP5 focuses on the question of unemployment, which is for some individuals a major life course risk with long-term negative consequences for their well-being and life chances. The investigation aims (a) to scrutinize to what extent social integration policies are effective at protecting vulnerable people from the deleterious consequences of unemployment and (b) to understand the consequences for vulnerable people of the definitions of work and integration underlying these policies, in particular from a gendered point of view. The scope of the project is to analyze the effects of social integration policies on life chances and the ability to live a valued life. IP5 aims to understand to what degree social policies allow people to get more control on the course and events of their life, to enlarge the opportunities available to them as well as their access to living conditions, forms of social recognition, and ways of beings and doings that they consider as valuable. Empirical research has been focusing mainly on the situation of vulnerable unemployed young people in the canton of Vaud.

QUELQUES PUBLICATIONS ISSUES DU PROJET

— Bonvin, J.-M., Dif-Pradalier, M., & Rosenstein, E. (2012). L'activation des « jeunes adultes en difficulté »: Le cas du programme FORJAD dans le canton de Vaud. *Chroniques du travail*, 2, 51-66.

— Bonvin, J.-M., & Moachon, É. (2013). Droit au travail et responsabilité individuelle dans les États sociaux contemporains. Une analyse en termes de capacités des politiques d'activation des personnes sans emploi. *Journal européen des droits de l'homme*, 2013 (5), 777-803.

— Bonvin, J.-M., & Rosenstein, E. (à paraître). L'accessibilité au prisme des capacités, In J. Zaffran (Ed), *Handicap et accessibilité*. Grenoble: Presses universitaires de Grenoble.

— Bonvin, J.-M., & Rosenstein, E. (à paraître), Contractualising social policies: a way towards more active social citizenship and enhanced capabilities?, In R. Ervik, N. Kildal & E. Nilssen (Eds), *New Contractualism in European Welfare Policies*. Aldershot: Ashgate.

— Rosenstein, E. (2012). L'activation et ses abus de langage: le cas de l'assurance-invalidité. *Revue suisse de travail social*, 13, 38-50.

WELFARE BOUNDARIES - IP205 NCCR LIVES

WHAT DYNAMICS OF STRESSES AND RESOURCES FOR PEOPLE IN WELFARE AND FOR PEOPLE OUT OF WELFARE?

RESPONSABLE

Bonvin Jean-Michel

COLLABORATION DE

Bühlmann Félix, Université de Lausanne

Dittmann Joerg, FHNW

Drilling Matthias, FHNW

Knoepfel Carlo, FHNW

Tabin Jean-Pierre

Clerc Karine

Galhano Laura, Université de Lausanne

Perriard Anne

Rosenstein Emilie

FINANCEMENT

Pôle de recherche national LIVES – Surmonter la vulnérabilité: perspective du parcours de vie (FNS)

DURÉE

du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2018

25

Previous research during the first phase of the NCCR LIVES has shown that social policies are deeply ambivalent and act both as providers of resources and as stressors. Indeed, being in welfare certainly gives access to resources and programs (cash benefits, active labour market programs, etc.), but these are subject to conditions and constraints (duty to activate oneself, individual accountability, sanctions for non-compliance, etc.) that are sources of stress. By contrast, being out of welfare impedes access to such resources, but also frees people from the constraints and conditions attached to them. Research in other countries has shown that there are a significant number of people who choose not to take up their benefits, or who are excluded from benefit entitlement. Such people have to rely on alternative resources to cope with their difficulties. Thus, both statuses – being in welfare and being out of welfare – create specific dynamics of stresses and resources. The originality of the research conducted in IP205 is to examine these dynamics in parallel. It enables us to understand which previous trajectories lead to being on welfare or to non take-up (upwards) and what the implications of these two statuses are on vulnerability (downwards) in a life-course perspective. This analytical framework is applied to 3 case studies: the first includes disability insurance recipients, the second one considers disadvantaged young adults in urban areas, and the third one focuses on situations of non take-up.

RE-INVEST

REBUILDING AN INCLUSIVE, VALUE-BASED EUROPE OF SOLIDARITY AND TRUST THROUGH SOCIAL INVESTMENTS

RESPONSABLE

Bonvin Jean-Michel

COORDINATEUR

EUROPÉEN

Nicaise Ides, Katholieke
Universiteit Leuven

FINANCEMENT

Commission européenne,
Horizon 2020

DURÉE

du 1^{er} février 2015
au 31 janvier 2019

In 2013, as a response to rising inequalities, poverty and distrust in the EU, the Commission launched a major endeavour to rebalance economic and social policies with the Social Investment Package (SIP). RE-InVEST aims to strengthen the philosophical, institutional and empirical underpinnings of the SIP, based on social investment in human rights and capabilities. This translates into the following specific objectives:

1. Development of innovative methodological tools for participative research, involving mixed teams of researchers, NGO workers and people from vulnerable groups in the co-construction of knowledge on social policy issues;
2. Diagnosis of the social damage of the crisis in terms of (erosion of) human rights, social (dis)investment, loss of (collective) capabilities;
3. Analysis of the relationships between the rise of poverty and social exclusion, the decline of social cohesion and trust, and the threats to democracy and solidarity in the EU;
4. Development of a theoretical model of social investment, with a focus on the promotion of human rights and capabilities;
5. Application of this model to active labour market policies and social protection: evaluation of policy innovations through qualitative and quantitative analyses;
6. Application of the same model to public intervention in five selected basic service markets: water provision, housing, early childhood education, health care and financial services, through qualitative and quantitative analyses;
7. Analysis of the macro-level boundary conditions for successful implementation of the SIP.

26

PROCESSUS D'ALLOCATION DES RESSOURCES DANS LE SYSTÈME SUISSE DE SANTÉ

CRITÈRES, COHÉRENCE ET DIMENSION ÉTHIQUE

RESPONSABLES

Rossini Stéphane
Crivelli Riccardo, Scuola
universitaria profes-
sionale della Svizzera
italiana (SUPSI)
Bogliani Iva, Service de
la santé publique du
canton du Tessin

COLLABORATION DE

Clausen Anne
Prélaz Daniel
Scalici Francesca,
Scuola universitaria
professionale della sviz-
zera italiana (SUPSI)

FINANCEMENT

Fonds national suisse
de la recherche scienti-
fique (FNS), programme
DO-REsearch

DURÉE

du 1^{er} novembre 2009
au 30 juin 2012

27

Le système suisse de santé constitue un ensemble vaste et complexe de dispositions et compétences fédérales, cantonales et communales. Il associe des acteurs publics et privés, institutions et fournisseurs de prestations, associations professionnelles, lieux de formation, etc. Cette recherche étudie la cohérence des mécanismes d'allocation des ressources dans cinq champs spécifiques relevant de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal):

1. La planification hospitalière;
2. Le financement des soins;
3. La réduction des primes d'assurance-maladie;
4. La clause du besoin en matière de démographie médicale ambulatoire;
5. Les médicaments.

Ces thématiques sont analysées à travers leur mise en œuvre dans les cantons de Berne, Fribourg, Genève, Jura, Neuchâtel, Tessin, Valais et Vaud. Cet échantillon de cantons se caractérise par une grande diversité démographique, culturelle, linguistique et politique, mais aussi en termes de structures sanitaires et administratives. Concrètement, il s'agit de:

- a. décrire par quels acteurs, dans quels espaces décisionnels, selon quels processus et à l'aune de quels critères les choix d'allocation des ressources ont été opérés;
- b. apprécier le degré de cohérence des décisions entre les niveaux institutionnels et pour les différents acteurs;
- c. comprendre comment la dimension éthique sous-tend ces processus d'allocation des ressources.

QUELQUES PUBLICATIONS ISSUES DU PROJET

— Rossini, S. (2011). *Le système de santé: politiques, assurances, médecine, soins et prévention*. *Actualité sociale: revue spécialisée des professionnels du travail social, Avenir Social*, 30, 5.

— Rossini, S. (2013). *La cohérence de façade du système suisse de santé*. *Revue Reiso: information sociale indépendante*, mise en ligne le 21 janvier 2013.

— Rossini, S. (Ed.). (2014). *La gouvernance des politiques suisses de santé*. Lausanne: Réalités sociales.

INTERLINKS - HEALTH SYSTEMS AND LONG-TERM CARE FOR OLDER PEOPLE IN EUROPE

MODELLING THE INTERFACE AND LINKS BETWEEN PREVENTION, REHABILITATION, QUALITY OF SERVICES AND INFORMAL CARE

RESPONSABLE

Gobet Pierre

COORDINATEUR EUROPEÛEN

Leichsenring Kai, European Centre for Social Welfare Policy and Research, Vienne

COLLABORATION DE

Anchisi Annick, Haute École de Santé Vaud (HESAV)
Hirsch Durrett Elisabeth
Repetti Marion

FINANCEMENT

Commission européenne FP7

DURÉE

du 1^{er} novembre 2008
au 31 décembre 2012

28

LE RATIONNEMENT DANS LE DOMAINE SANITAIRE HELVÉTIQUE

UNE ANALYSE SECONDAIRE DES DONNÉES HOSPITALIÈRES DE L'OFFICE FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE

RESPONSABLE

Gobet Pierre

FINANCEMENT

Réseau d'études appliquées en politiques sociales, familiales et de la santé (REA), HES-SO

DURÉE

du 1^{er} septembre 2008
au 31 décembre 2010

29

The objective of this project is to construct and validate a general model to describe and analyse long-term care (LTC) systems for older people from a European perspective. The particular aspects of the different emerging national models that currently address long-term care needs in Europe are used to show how the links to health care services, the quality of the LTC services, the incentives for prevention and rehabilitations, and the support for informal carers can be governed and financed to enhance structures, processes and outcomes of LTC systems.

Based on the assumption that LTC systems in Europe have only started to develop at the boundaries of health and social care, the project focuses on the elaboration of concepts, indicators and models for policies and practices at the interfaces and links between health and LTC systems. Good practice determinants are identified and validated across countries.

The project associates 16 research teams in 14 European countries.

PUBLICATION ISSUE DU PROJET

— Gobet, P., & Emilsson, T. (2013). *Integration as 'Boundary Redefinition Process'*. In K. Leichsenring, J. Billing & H. Nies (Eds.), *Long-Term Care in Europe: Improving Policy and Practice* (pp. 118-141). Basingstoke: Palgrave Macmillan.

Alors que la rationalisation consiste à éviter la fourniture de prestations inutiles ou superflues, le rationnement est couramment défini comme le déni de prestations médicales ou infirmières dont l'utilité n'est, par ailleurs, nullement remise en question. En Suisse, l'opportunité de rationner la prise en charge sanitaire est discutée avec une intensité variable depuis l'adoption de la LAMal en 1994. Cette étude veut contribuer à ce débat.

Elle soutient que les prestations susceptibles d'être rationnées ne sont pas celles dont le rapport coût/utilité est particulièrement défavorable ni celles qui ne seraient pas essentielles ou nécessaires, mais celles qui présentent les caractéristiques d'une marchandise et sont, par conséquent, appropriées à un conditionnement par le marché. Ce projet vise à tester cette hypothèse sur la base d'une analyse secondaire des statistiques hospitalières de l'Office fédéral de la statistique.

MARCHÉ PRIVÉ DE L'AIDE ET DES SOINS À DOMICILE (SASD) EN SUISSE ROMANDE

RECENSION ET ANALYSE

Ce projet a pour objectif de répertorier et d'analyser les nouvelles offres de prestations d'aide et de soins privés de longue durée à la personne âgée à domicile, qui se développent en Suisse romande. Il s'agit d'une recherche exploratoire qui a pour but de défricher et d'analyser un terrain nouveau, jusqu'ici non documenté.

Cette première investigation vise à identifier qui sont les acteurs dans ce champ, quel contexte permet le développement d'une telle offre (qui varie d'un canton à l'autre), quelles en sont les significations, la nature, les pratiques ainsi que les orientations. Pour cela, le projet veut tout d'abord faire une recension de l'offre à but lucratif d'aide et de soins de longue durée à domicile destinée aux personnes âgées en Suisse romande, afin d'identifier le type d'entreprises actives, leur localisation, leur importance quantitative par région ainsi que la nature des services proposés et leur visibilité (en termes de stratégie « marketing »). Ensuite, la recherche s'efforce de comprendre l'articulation entre services d'aide et de soins à domicile parapublics et à but lucratif au niveau cantonal. Enfin, ce projet définit plus précisément la nature de l'offre marchande proposée et qui sont les bénéficiaires (ou « client-e-s ») concerné-e-s. L'objectif principal consiste à mettre en lumière les enjeux politiques, économiques, institutionnels, mais aussi les logiques relationnelles qui sous-tendent le développement de ce marché, en étudiant non seulement les discours, mais également les pratiques sur le terrain des services marchands.

RESPONSABLES

Hugentobler Valérie
Anchisi Annick, Haute
École de Santé Vaud
(HESAV)

COLLABORATION DE

Dallera Corinne
Strozzega Agnese

FINANCEMENT

Réseau d'études
appliquées en politiques
sociales, familiales
et de la santé (REA),
HES-SO

DURÉE

du 1^{er} novembre 2012
au 31 octobre 2013

PUBLICATIONS ET ACTIVITÉS ISSUES DU PROJET

— Hugentobler, V., Anchisi, A., Dallera, C., & Strozzega, A. (2014) *Le domicile des personnes âgées en perte d'autonomie: un nouveau « marché » potentiel*. In L. Nowik & A. Thalineau (Eds.), *Vieillir chez soi. Les nouvelles formes du maintien à domicile* (pp. 133-150). Rennes: Presses universitaires de Rennes.

— « Les politiques du vieillissement actif: chances ou illusions? », Journée de conférences organisée par La HETS&Sa | EESP et La HEF-TS, le 23 novembre 2013 à La HETS&Sa | EESP | Lausanne, avec notamment la participation de Jean-Philippe Viriot-Durandal (Université de Franche-Comté, Besançon), Thibault Moulart (Université catholique de Louvain), Pia-Caroline Hénaff-Pineau (Université Paris-Sud, Laboratoire CIAMS) et André Masson (EHESS Paris).

30

LES PERSONNES ÂGÉES ET LE MARCHÉ PRIVÉ DE L'AIDE ET DES SOINS À DOMICILE

LA NOUVELLE FIGURE DU « CITOYEN-CONSOMMATEUR »
COMME GARANT DE LA QUALITÉ DE VIE À DOMICILE ?

Cette recherche s'inscrit dans une réflexion sur les relations des personnes âgées avec les acteurs des réseaux de soins formels et en particulier avec des acteurs nouveaux, à savoir les acteurs privés, marchands, de la prise en charge à domicile. Elle s'intègre aussi dans une réflexion sur les changements de modes de vie des personnes âgées.

Le présent projet porte donc spécifiquement sur les personnes âgées qui ont recours aux prestations d'aide et de soins à domicile proposées par des entreprises privées à but lucratif. Il s'intéresse aux raisons qui conduisent certaines personnes âgées vivant à domicile à prendre la décision de s'adresser à ce type d'entreprises plutôt qu'à des services d'aide et de soins habituels ou en complément de ceux-ci. Ce projet vise à déterminer qui sont les clients de ces services à but lucratif, quelles sont les raisons qui motivent leur décision, les conditions et les circonstances dans lesquelles s'effectue ce choix et, d'autre part, à quel type de prestations ils ont recours.

Nous cherchons ainsi à déterminer en quoi ces personnes restent actrices de leurs décisions. Le « libre choix » du prestataire peut-il conduire à des types de prise en charge nouvelles/différentes de celles proposées par les acteurs habituels de l'aide et des soins à domicile? Quelles sont les stratégies développées par ces « citoyens-consommateurs »? En quoi ce « libre choix » des prestataires d'aide et de soins a-t-il un impact sur la qualité de vie à domicile pour les personnes âgées, ainsi que pour leurs proches?

RESPONSABLES

Hugentobler Valérie
Anchisi Annick, Haute
École de Santé Vaud
(HESAV)

COLLABORATION DE

Dallera Corinne

FINANCEMENT

Fondation Leenaards

DURÉE

du 1^{er} janvier 2014
au 31 août 2014

PUBLICATIONS ET ACTIVITÉS ISSUES DU PROJET

— Dallera, C., Hugentobler, V., & Anchisi, A. (2014). *L'apparition d'organisations marchandes dans le domaine de l'aide et des soins à domicile en Suisse romande*. *SociologieS*, mise en ligne 10 novembre 2014.

— « Perspectives du maintien à domicile », Journée de conférences, le 22 mai 2014 à La HETS&Sa | EESP | Lausanne, avec notamment la participation de Simone Pennec (maître de conférences à l'Université de Bretagne occidentale, Brest).

31

DIFFERENTIAL MORTALITY AND LONGEVITY IN SWITZERLAND, 1990-2004

FROM SOCIAL STRUCTURES TO SOCIAL RESOURCES

RESPONSABLES

Oris Michel, Université de Genève

Wanner Philippe, Université de Genève

Ritschard Gilbert, Université de Genève

Bonvin Jean-Michel

COLLABORATION DE

Schumacher Reto

Forney Yannic

Lerch Mathias

FINANCEMENT

Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS), division 1

DURÉE

du 1^{er} avril 2007

au 30 novembre 2010

32

Our research project has achieved a demographic and social analysis of mortality and longevity in Switzerland in the 1990s and early 2000s. Though life expectancies reach the highest values observed in human history, it would be wrong to neglect the persistence of deep inequalities of mortality and the study of survival factors, i.e. the positive configurations that rise longevity. In this project, surviving or dying is the dependent variable, while individual social resources, ecological indicators and their interactions are the explanatory variables. In many previous studies, demographers related social structures - as they had been defined by public statisticians - to a demographic event, death. In this project we consider (1) several personal characteristics (gender, age, matrimonial status, occupational and social status, educational level, citizenship or immigrant status and origin, household composition, housing conditions) that interact with (2) ecological, social, political, and cultural contexts, and examine the resulting pattern of differential mortality. The personal characteristics represent a set of individual social resources - a set of capabilities - used by each individual to cope with stress and preserve his or her life as long as possible. But individual uses depend on several contexts (political, socio-economic, cultural, physical territories) that have also to be considered.

LES ANIMATEURS SOCIAUX ET LA PRODUCTION DE LA QUALITÉ DE VIE DES PERSONNES ÂGÉES EN EMS

UNE PERSPECTIVE ORGANISATIONNELLE

RESPONSABLES

Lambelet Alexandre

Hugentobler Valérie

COLLABORATION DE

Pichonnaz David

FINANCEMENT

Programme de recherche prioritaire - Ra&D du domaine Travail social, HES-SO

DURÉE

du 1^{er} octobre 2014

au 30 septembre 2015

33

La qualité de vie des personnes âgées en établissements médico-sociaux (EMS) est un enjeu crucial du travail social. Portée, comme enjeu, au niveau international par l'Organisation mondiale de la santé, mais également au niveau national et cantonal en Suisse, par des prises de position tant des autorités fédérales et cantonales que des associations professionnelles des personnels des EMS ou des associations de résident-e-s, elle est réalisée d'abord et quotidiennement par des professionnel-le-s du travail sanitaire et social dans le cadre de leur activité.

Dans une perspective de sociologie des organisations, ce projet veut questionner plus spécifiquement la production concrète de cette « qualité » et les dilemmes pratiques qu'elle peut engendrer pour les animateurs sociaux et animatrices sociales, étant entendu qu'ils et elles n'agissent pas seul-e-s, mais en collaboration ou complémentarité avec d'autres employé-e-s (directeurs et directrices d'établissement, responsables financiers, infirmiers et infirmières, employé-e-s de l'intendance) qui œuvrent, selon des logiques différentes, au bon fonctionnement des EMS. Cette recherche veut ainsi non seulement mettre à jour la production de la qualité de vie des personnes âgées en EMS par les travailleuses et travailleurs sociaux, mais plus largement l'ensemble du système d'action concret (et donc les dilemmes, les jeux et les marges de manœuvre) auquel sont confronté-e-s les animatrices et animateurs sociaux.

MOBILITÉ DES PERSONNES ÂGÉES DANS LEURS TERRITOIRES DE VIE

EFFETS DE L'ENVIRONNEMENT CONSTRUIT SUR LA QUALITÉ DE VIE, LA MOBILITÉ ET LA SOCIABILITÉ

Conserver son autonomie le plus longtemps possible, rester indépendant et décider soi-même de sa vie quotidienne font partie des plus importants souhaits des personnes âgées, un constat désormais relevé par de nombreuses études. Pouvoir rester dans son logement en est une première condition. Pouvoir se déplacer de manière autonome hors de son logement en est une autre, tout aussi essentielle mais encore peu abordée.

L'étude, à caractère exploratoire, propose une première approche de cette problématique encore peu traitée. Elle s'articule en trois volets : une approche essentiellement quantitative centrée sur la Ville de Lausanne, une approche qualitative par focus groups, et un état des lieux à l'échelle cantonale préparant un élargissement ultérieur du questionnement sur des territoires plus périphériques, où s'amorce aujourd'hui déjà le phénomène du vieillissement de la population.

RESPONSABLES

von der Mühl Dominique,
École polytechnique
fédérale de Lausanne
(EPFL)

Bize Raphaël, Institut
universitaire de
médecine sociale et
préventive (CHUV)

Cornaz Sarah, Institut
universitaire de

médecine sociale et
préventive (CHUV)
Hugentobler Valérie

FINANCEMENT

Fondation Leenaards

DURÉE

du 1^{er} octobre 2014
au 30 septembre 2015

34

WORKABLE - MAKING CAPABILITIES WORK

«**M**aking Capabilities Work» (*WorkAble*) provides knowledge on how to enable young people to function as capable citizens in the labour markets of European knowledge societies. Based on a combination of qualitative and quantitative analyses of the perspectives and strategies of all relevant actors, *WorkAble* pursues three main objectives within the framework of six Work Packages. It aims to deliver evidence-based knowledge that will:

1. Extend young people's capabilities to function as fully participating active citizens in emerging European knowledge societies;
2. Promote skills and competencies in young people that are conducive to improving the economic productivity and competitiveness of Europe;
3. Develop transversal strategies integrating central economic, educational and social issues in order to close the capability gap for the young.

The *WorkAble* consortium consists of 13 partners from different disciplines (educational science, sociology, economics, philosophy, political science and social work) in 10 European countries, applying the capability approach as a common heuristic framework.

RESPONSABLE

Bonvin Jean-Michel

COORDINATEUR EUROPÉEN

Otto Hans-Uwe, Univer-
sité de Bielefeld

COLLABORATION DE

Dif-Pradalier Maël

Rosenstein Emilie
et de quatre étudiantes
du Master of Arts en

Travail social

Clerc Karine

Gitto Sabrina

Noël Alice

Schnell Axelle

FINANCEMENT

Commission européenne
FP7

DURÉE

du 1^{er} novembre 2009
au 31 octobre 2012

35

QUELQUES PUBLICATIONS ET ACTIVITÉS ISSUES DU PROJET

— Bonvin, J.-M., Dif-Pradalier, M., & Rosenstein, E. (2013). Politiques d'activation des jeunes et modalités d'accompagnement. Le cas du programme FORJAD en Suisse. *Lien social et Politiques*, 70, 13-27.

— Bonvin, J.-M., Dif-Pradalier, M., & Rosenstein, E. (2013). Trajectoires de jeunes bénéficiaires de l'aide sociale en Suisse. Une analyse en termes de capacités. *Agora débats/jeunesses*, dossier « Normes sociales et bifurcations dans les parcours de vie des jeunes », 65 (3), 61-75.

— Rosenstein, E., Dif-Pradalier, M., & Bonvin, J.-M. (à paraître). Vocational Training as an Integration Opportunity? A Swiss Case Study on Struggling Young Adults. In H.-U. Otto, et al. (Eds.), *Facing trajectories from school to work – Towards a capability-friendly Youth Policy in Europe*. Dordrecht: Springer.

— « L'insertion des jeunes vulnérables: l'expérience FORJAD à la lumière des capacités », Journée de conférences du CESCAP, Le 9 décembre 2013 à la HETS&Sa | EESP | Lausanne, avec notamment la participation de Martin Goyette (professeur à l'École Nationale d'Administration Publique, Québec).

EDUWEL - EDUCATION AS WELFARE

ENHANCING OPPORTUNITIES FOR SOCIALLY
VULNERABLE YOUTH IN EUROPE

Un nombre considérable de jeunes Européens est exposé au risque de disqualification, voire de désaffiliation sociale. Les principaux déficits observés concernent la participation au marché du travail et à la vie sociale, ainsi que, plus largement, la capacité à se former et à mettre en œuvre des choix de vie autonomes.

Dans la lignée des travaux sur le capital humain, l'éducation est souvent envisagée comme le moyen le plus efficace pour remédier à cette situation (notamment la stratégie européenne de l'emploi ou encore le modèle de flexicurité). Cependant, les systèmes éducatifs peinent à relever ce défi et leur contribution à l'amélioration du bien-être des jeunes adultes reste insuffisante.

Ce projet vise à évaluer la contribution des systèmes éducatifs au bien-être des jeunes adultes dans trois domaines clés : l'accès au marché du travail (et la qualité de leur insertion professionnelle), leur capacité à poser des choix autonomes (ou l'autodétermination) et la participation aux débats démocratiques.

Le projet associe 13 équipes de recherche dans 9 pays européens.

RESPONSABLE

Bonvin Jean-Michel

COORDINATEUR EUROPÉEN

Otto Hans-Uwe, Université de Bielefeld

COLLABORATION DE

Dahmen Stephan
Leppänen Virva
Bussi Margherita
Gateley Saïd Davina

FINANCEMENT

Commission européenne
FP7 - ITN Action Marie Curie

DURÉE

du 1^{er} janvier 2010
au 31 décembre 2013

QUELQUES PUBLICATIONS ISSUES DU PROJET

— Bussi, M., & Dahmen, S. (2012). When Ideas Circulate. A walk across disciplines and different uses of the 'capability approach'. *Transfer: European Review of Labour and Research*, 18 (1), 91-95.

— Dahmen, S. (2014). The Capability Approach and Sociological Conceptions of Human Agency: An Empirical Assessment on the Basis of an Analysis of Activation Policies. *Social Work and Society*, 12 (2).

— Leppänen, V. (2014). The Activating Role of Welfare Institutions and the Voices of the Youth in Transition from School to Work. *Social Work and Society*, 12 (2).

FORMATION CONTINUE ET PROBLÉMATIQUE DE GENRE

PARCOURS DE FORMATION ET DISPARITÉS DE SITUATIONS
ENTRE FEMMES ET HOMMES DES DOMAINES DE LA SANTÉ
ET DU TRAVAIL SOCIAL

Le projet de recherche s'intéresse aux personnes participant à des cursus de formation continue, en Suisse romande, dans les domaines professionnels relevant de la santé et du travail social. La recherche s'inscrit dans une double perspective :

1. La compréhension des parcours individuels de formation continue ;
 2. L'étude de ces situations dans une perspective de « genre », c'est-à-dire une comparaison entre la situation des femmes et celle des hommes pour les catégories de professions retenues.
- Les objectifs recherchés sont d'identifier les types, axes et stratégies de formation continue, leur agencement, leur place dans le parcours professionnel, les attentes auxquelles ils répondent, leurs conséquences et d'en distinguer et comprendre les particularismes pour les deux groupes de population étudiés. Il s'agit, à partir de ces observations de la pratique de formation continue, d'aménager les conditions et les cursus de formation mis sur pied par la HES-SO et d'influencer les pratiques de formation des institutions sanitaires et sociales.

RESPONSABLES

Rossini Stéphane
Lambelet Catherine,
Haute école de santé
Arc

COLLABORATION DE

Fischer André

FINANCEMENT

Promotion de l'égalité entre femmes et hommes, HES-SO
Programme fédéral
Égalité des chances,
OFFT

DURÉE

du 1^{er} mars 2010
au 31 juillet 2011

QUELQUES PUBLICATIONS ISSUES DU PROJET

— Rossini, S. (2010). Enjeux et contingences en matière de formation continue. *Les politiques sociales*, 1-2, 43-56.

— Rossini, S. (2011). Les conditions de formation continue dans les domaines de la santé et du travail social en Suisse romande. *Contribution dans le cadre des 10 ans de l'Unité de Formation Continue de l'EESP*, mise en ligne décembre 2011.

— Rossini, S., Lambelet, C., Farhni, C., & Fischer, A. (2012). Motivations et disparités dans la formation continue. *Revue Reiso: information sociale indépendante*, mise en ligne le 30 janvier 2012.

SOCIETY - EMPOWERING THE YOUNG FOR THE COMMON GOOD

The overall goal of *SocIEtY* is to improve the quality of life of disadvantaged young people through social innovation. In doing so the aim of *SocIEtY* is not only to identify opportunities to reduce inequalities, but also to extend and build knowledge and tools for the ultimate policy goal of a 'good life for all'. The project consequently takes the perspective of how young people aged 15-24 live in different European countries today; it examines what can be done to create social and institutional opportunities which will better enable them to live lives they have reason to value. This includes the participation, voices and aspirations of the young people themselves. Taking the capability approach as the conceptual basis, *SocIEtY* in particular refers to the concept of "Informational Basis of the Judgement of Justice" (IBJJ) introduced by Amartya Sen. Thus the project delivers an empirical foundation to broaden the informational basis of local policies in two ways:

- It goes beyond the focus on the policy fields of employment and education to encompass a more coherent perspective taking more policy fields into account;
- The informational basis is informed by a bottom-up perspective, including the voice and aspirations of young people and their participative engagement.

13 research teams in 11 European countries are associated to the project.

QUELQUES PUBLICATIONS ISSUES DU PROJET

- Beuret, B., Bonvin, J.-M., & Dahmen, S. (2013). *Identifying and Tackling Inequality. A Challenge for Social Work*. *Revue suisse de travail social*, 15, 9-26.
- Bonvin, J.-M. (2013). *La participation à l'aune de l'approche par les capacités d'Amartya Sen*. In F. Claisse, C. Laviolette, M. Reuchamps & C. Ruyters (Eds.), *La participation en action* (pp. 41-54). Bruxelles : P.I.E. Peter Lang.

38

SOCIOLOGIE DE L'ENFANT ACTEUR

CAPABILITÉ PARTICIPATIVE DANS LES LOISIRS ORGANISÉS

Il existe un décalage entre la notion d'enfant « acteur », qui est désormais entrée dans le sens commun, et la recherche sur l'agentivité (*agency*) des enfants qui est censée l'éclairer. Cela s'observe notamment dans la rhétorique de la participation, qui a pris son essor avec l'adoption en 1989 de la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE), tandis que la capacité participative de l'enfant reste insuffisamment étudiée : les facteurs qui contribuent ou entravent sa capacité à prendre part aux décisions qui le concernent sont encore trop faiblement théorisés. Le débat *agency-structure* peine à préciser l'influence respective des acteurs et des structures, le présent projet vise donc à donner des outils empiriques pour l'observer et contribuer ainsi à la théorie sociologique de l'acteur.

Le projet de recherche entend éclairer les facteurs qui favorisent ou entravent la capacité participative des enfants dans leurs loisirs organisés. Dépassant les positions tranchées faisant des enfants des êtres dominés ou des acteurs tout puissants, ce projet entend contribuer à la théorie de l'enfant acteur et s'inscrit dans la sociologie de l'action. Ses résultats pourront aussi éclairer les politiques publiques relatives à l'enfance.

QUELQUES PUBLICATIONS ET ACTIVITÉS EN LIEN AVEC LE PROJET

- Stoecklin, D., & Bonvin, J.-M. (Eds.). (2014). *Children's Rights and the Capability Approach. Challenges and Prospects*. Dordrecht: Springer.
- Stoecklin, D., & Bonvin, J.-M. (2014). *The Capability Approach and Children's Rights: An outline to assess child participation*. In C. S. Hart, M. Biggeri & B. Babic (Eds.), *Agency and Participation in Childhood and Youth: International Applications of the Capability Approach in Schools and Beyond* (pp. 63-82). London: Bloomsbury.
- « Children's Rights and the Capability Approach », Conférence organisée à l'Institut Universitaire Kurt Bösch (IUKB), Sion, les 5 et 6 juillet 2012, avec notamment la participation de Irene Rizzini (professeure à l'Université catholique pontificale de Rio, Brésil), Mario Biggeri (professeur à l'Université de Florence, Italie), Ravi Karkara (UN Habitat, États-Unis) et Asher Ben-Arieh (professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem, Israël).

RESPONSABLES

Stoecklin Daniel,
Institut universitaire
Kurt Bösch, Université
de Genève
Bonvin Jean-Michel

COLLABORATION DE

Sedooka Ayuko, Institut
universitaire Kurt
Bösch, Université de
Genève

FINANCEMENT

Fonds national suisse
de la recherche scienti-
fique (FNS), division 1

DURÉE

du 1^{er} janvier 2015
au 31 décembre 2016

39

LES TRANSFORMATIONS DE L'ENTREPRISE ET LEURS EFFETS SUR LA RELATION DE TRAVAIL

ENQUÊTES DANS LES SECTEURS DE LA MÉTALLURGIE ET DE LA GRANDE DISTRIBUTION

RESPONSABLE

Bonvin Jean-Michel

COLLABORATION DE

Cianferoni Nicola
Kuehni Morgane
Martinelli Aris
Widmer Frédéric

FINANCEMENT

Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS), division 1

DURÉE

du 1^{er} janvier 2012
au 31 décembre 2013

La relation de travail taylorienne-fordiste tend à être remise en cause dans l'entreprise contemporaine, où la subordination au travail est censée être supplantée par la capacité de prendre des initiatives, tandis que les garanties liées à la sécurité de l'emploi sont remises en question dans un cadre plus propice à la flexibilisation de la relation d'emploi et des conditions de travail. C'est donc dans la conjugaison d'un double mouvement de flexibilité (interne et externe) que se jouent aujourd'hui les enjeux principaux de la relation de travail.

Sur la base de 130 entretiens approfondis menés auprès de membres de la direction, de cadres, de travailleuses et travailleurs ainsi que de représentant-e-s du personnel, appartenant à quatre entreprises de l'industrie des machines et de la grande distribution, le projet étudie comment les exigences de compétitivité se concilient ou pas avec les droits des travailleurs en termes de bien-être matériel, de sécurité de l'emploi et de qualité des conditions de travail.

QUELQUES PUBLICATIONS ET ACTIVITÉS EN LIEN AVEC LE PROJET

— Bonvin, J.-M., Cianferoni, N., & Kuehni, M. (à paraître). *Les rapports de subordination au cœur de la cité par projet : étude de cas dans l'industrie des machines. L'homme et la société.*

— Bonvin, J.-M., Cianferoni, N., & Widmer, F. (2012). Normative avenues: promoting quality of employment in the European Union and beyond: the necessary contribution of law. In S. Borelli & P. Vielle (Eds.), *Quality of employment in Europe: legal and normative perspectives* (pp. 257 – 272). Brussels: P.I.E. Peter Lang.

— « L'entreprise contemporaine en mutation: quel impact sur la motivation et le bien-être des travailleurs? », Journée de conférences du CESCAP, le 27 novembre 2014 à la HETSS&Sa | EESP | Lausanne, avec notamment la participation de Sergio Rossi (professeur en macroéconomie et économie monétaire à l'Université de Fribourg) et de Bénédicte Zimmermann (Directrice du Centre Georg Simmel à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris).

40

RESTRUCTURATION, CHÔMAGE PARTIEL ET SANTÉ DES TRAVAILLEURS

UNE ÉTUDE DE CAS DANS L'INDUSTRIE SUISSE

RESPONSABLE

Bonvin Jean-Michel

COLLABORATION DE

Cianferoni Nicola

FINANCEMENT

Réseau d'études appliquées en politiques sociales, familiales et de la santé (REA), HES-SO

DURÉE

du 1^{er} août 2010
au 31 octobre 2011

Les restructurations d'entreprises se multiplient actuellement, dans un contexte économique caractérisé par l'internationalisation des marchés, la pression accrue à la compétitivité et la performance, les mutations technologiques et une division du travail qui se décline désormais à l'échelle internationale. En Suisse, l'introduction du chômage partiel constitue un instrument de protection sociale ayant pour but d'accroître la sécurité des salariés concernés par une restructuration et d'éviter des licenciements en cas de diminution conjoncturelle de l'activité. Le projet vise à évaluer les effets des restructurations sur la santé des salariés ainsi que les conséquences du chômage partiel sur les risques psychosociaux encourus par les travailleurs. Il se fonde sur une étude de cas approfondie des processus de restructuration au sein d'une entreprise active dans le secteur de la métallurgie. Il s'agit d'analyser dans quelle mesure le recours au chômage partiel permet d'accroître la sécurité et d'améliorer la santé des salariés concernés par ces restructurations.

PUBLICATION ISSUE DU PROJET

— Bonvin, J.-M., & Cianferoni, N. (2013). *La fabrique du compromis sur le marché du travail suisse. Évolutions et défis actuels. Négociations*, 20 (2), 59-71.

41

LE RÔLE DES ENTREPRISES DANS LES POLITIQUES SOCIALES

UNE ÉTUDE DE CAS DU PROGRAMME FORJAD

RESPONSABLE

Bonvin Jean-Michel

COLLABORATION DE

Dif-Pradalier Maël
Martinelli Aris

FINANCEMENT

Réseau d'études
appliquées en politiques
sociales, familiales
et de la santé (REA),
HES-SO

DURÉE

du 1^{er} mars 2013
au 31 janvier 2015

A lors que les entreprises sont un maillon essentiel des politiques sociales, et notamment des politiques d'activation visant à promouvoir la formation professionnelle et/ou le retour rapide en emploi des jeunes, leur rôle dans ces politiques est peu étudié, que ce soit en Suisse ou dans les autres pays de l'OCDE. Notre projet contribue à combler ce manque en étudiant le rôle des employeurs dans le dispositif FORJAD mis en place dans le canton de Vaud pour promouvoir la formation professionnelle des «jeunes adultes en difficulté» (18-25 ans). En se basant sur une enquête qualitative par entretiens auprès d'une sélection d'employeurs (25), notre projet cherche à comprendre ce qui détermine un employeur à engager (ou non) un «jeune en difficulté» (JAD) et à le former comme apprenti (puis éventuellement à l'engager comme salarié).

L'originalité de cette recherche découle de l'accent mis sur la demande plutôt que sur l'offre de travail. Ce type d'approche n'est pas courant dans l'évaluation des politiques sociales, car les employeurs sont généralement considérés comme opposés aux mesures de l'État social en raison des coûts que celles-ci impliquent. Mais se concentrer sur le rôle des employeurs se révèle utile pour au moins deux raisons. D'une part, connaître les attentes et craintes des employeurs est une condition essentielle pour favoriser l'intégration des bénéficiaires des mesures d'insertion professionnelle. D'autre part, prendre en compte l'avis des employeurs peut amener à les impliquer davantage dans la mise en œuvre des mesures actives.

PUBLICATION EN LIEN AVEC LE PROJET

— Dif-Pradalier, M., & Zarka, S. (2014). *Redonner ses chances à L'apprentissage. Une comparaison France, Suisse, Italie*, Pantin: IRES/CFTC.

EXPÉRIENCES DE LA PAUVRETÉ LABORIEUSE ET ASSISTANCE PUBLIQUE

ÉTUDE DE CAS DANS LE CANTON DE VAUD

RESPONSABLE

Kuehni Morgane

COLLABORATION DE

Cousin Paul-Frantz
Odier Da Cruz Lorraine

FINANCEMENT

Programme de
recherche prioritaire -
Ra&D du domaine Travail
social, HES-SO

DURÉE

du 1^{er} mars 2014
au 28 février 2015

La «pauvreté laborieuse» traverse les siècles, elle prend cependant un nouveau visage du fait de deux transformations majeures survenues dans les sociétés occidentales depuis le milieu des années 1990 : l'effritement du salariat et la redéfinition des systèmes de protection sociale. Si le phénomène est bien documenté, nous savons cependant peu de choses des tensions que vivent les individus pris dans une situation de travail qui ne leur permet pas de subvenir à leurs besoins. Basé sur une recherche empirique auprès de douze familles *working poor* dans le canton de Vaud, ce projet a pour objectif d'analyser les liens entre les expériences de la «pauvreté laborieuse» et l'assistance publique : quelles sont les raisons qui motivent ou démotivent le recours à l'assistance ? En quoi les conditions de travail et d'emploi de travailleuses et travailleurs pauvres, mais aussi leur rapport subjectif au travail, sont-ils déterminants pour comprendre les relations que ces personnes entretiennent avec les institutions d'aide sociale ?

MANDATS

MANDATS D'ÉVALUATION

TS

44

CESCAP

MANDATS D'ÉVALUATION

INSTANCES FÉDÉRALES

ENREGISTREMENT ALLÉGÉ DU TEMPS DE TRAVAIL DANS LE SECTEUR BANCAIRE

Des entreprises appartenant à différentes branches ne remplissent plus toujours l'exigence d'enregistrement du temps de travail fixée par la Loi fédérale sur le travail (LTr). Le SECO a décidé d'explorer, dans le cadre d'un projet pilote conduit avec la collaboration des banques, des partenaires sociaux et des cantons, de nouvelles possibilités d'enregistrement du temps de travail, plus souples, sans pour autant affaiblir la protection de la santé des travailleurs. L'objectif de cette étude consistait à mettre à disposition de ce projet pilote une expertise scientifique, par l'analyse de l'enregistrement du temps de travail pratiqué dans six banques (représentant un tiers de tous les employés du secteur bancaire en Suisse). Trois modèles ont été examinés :

1. Horaires de travail flexibles sans enregistrement ;
2. Horaires de travail flexibles avec enregistrement ;
3. Horaires de travail fixes.

À l'aide de 3'284 questionnaires intégralement remplis en ligne (taux de réponse de 43%), ces modèles ont fait l'objet d'un approfondissement sous l'angle des heures supplémentaires, du stress, de la conciliation entre travail et vie privée ainsi que de la santé. Cette enquête a repris par ailleurs les indicateurs de l'Enquête européenne sur les conditions de travail (EWCS, 2010), pour effectuer des comparaisons entre les banques et les autres branches, que ce soit en Suisse ou en Europe.

AUTRE MANDAT AU NIVEAU SUPRA-CANTONAL

ANALYSE COMPARATIVE DES DISPOSITIFS CANTONAUX D'INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE

MANDANT Conférence Latine des affaires sanitaires et sociales (CLASS)

RESPONSABLES Paul Dembinski & Alain Schonenberger

COLLABORATION DE Jean-Michel Bonvin

DURÉE du 1^{er} septembre 2012 au 31 janvier 2013

45

ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DES MESURES D'INSERTION SOCIALE PILOTES POUR LES JEUNES ADULTES BÉNÉFICIAIRES DU REVENU D'INSERTION

En mai 2005, le Service de prévoyance et d'aide sociales (SPAS) a lancé un projet pilote visant à financer des mesures de formation en faveur des jeunes adultes entre 18 et 25 ans qui perçoivent l'aide sociale vaudoise. Le but poursuivi consistait à endiguer l'augmentation du nombre des bénéficiaires dans cette tranche d'âge. Les trois organismes retenus pour la mise en œuvre de ces mesures étaient CARITAS (Initiation aux métiers de la vente et de la distribution), l'association Le Relais (projet ATIC's) et la commune de Vevey (projet STOMP). Chacun de ces organismes a développé son propre modèle de mesures d'insertion sociale (MIS) en fonction de sa compréhension du problème et des caractéristiques du public concerné, ainsi que des moyens et ressources à sa disposition.

Le mandat d'évaluation a poursuivi 4 objectifs :

1. Analyser l'efficacité des trois programmes pilotes en termes de réinsertion professionnelle ;
2. Identifier avec précision les modèles élaborés par chacun des programmes pilotes et la conception de l'insertion qu'ils véhiculent ;
3. Définir les caractéristiques des bénéficiaires de ces mesures ;
4. Identifier les modes de collaboration tissés avec les autorités d'application.

Le mandat a permis de mettre en lumière des éléments essentiels pour l'élaboration des dispositions concernant les MIS en faveur des jeunes adultes bénéficiaires de l'aide sociale vaudoise. En ce sens, il a significativement contribué à la réflexion qui a débouché sur la pérennisation du programme FORJAD dans le canton de Vaud.

AUTRE MANDAT AU NIVEAU CANTONAL

LA PRISE EN CHARGE SOCIALE DES BÉNÉFICIAIRES DES CSR/CSI

MANDANT Service de prévoyance et d'aide sociales (SPAS), Canton de Vaud
RESPONSABLES Jean-Michel Bonvin, Véréna Keller & Jean-Pierre Tabin
COLLABORATION DE Éric Moachon & Letizia Pizzolato
DURÉE du 1^{er} mai 2007 au 31 décembre 2008

46

ANALYSE DES PRESTATIONS DE PRÉSENCE ET DE SOUTIEN À DOMICILE

Ce mandat a pour objet l'étude comparative des principes d'intervention et de la nature des prestations offertes en matière de présence et de soutien à domicile par deux organisations vaudoises, la Croix-Rouge vaudoise et la Fondation Pro-Xy dans les districts de Morges et de Nyon. Ces organisations fournissent un appui à des personnes soutenant à domicile des proches handicapé-e-s et/ou souffrant de difficultés liées au grand âge. Cet appui est conçu comme complémentaire à l'action des Centres médico-sociaux qui organisent l'aide et les soins à domicile.

Ce mandat comporte l'analyse des statistiques et du matériel recueilli par l'équipe de recherche; de plus, les partenaires « aiguilleurs » sont interrogés à propos de leurs connaissances et perceptions des prestations offertes. Enfin, une typologie des utilisateurs respectifs des deux prestataires est élaborée à des fins comparatives; un recueil de données auprès d'un panel limité d'utilisateurs complète la recherche d'informations.

L'objectif de la phase initiale du mandat est l'élaboration d'une cartographie des prestations et l'analyse fine de leur nature. Dans un deuxième temps, des recommandations sont élaborées en termes de répartition des tâches, de spécificité des interventions à prévoir par chacun des partenaires, voire d'intensification et de formalisation des relations entre organisations.

AUTRES MANDATS AU NIVEAU CANTONAL

ANALYSE DES ÉTABLISSEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT ET D'HÉBERGEMENT SOCIO-ÉDUCATIF POUR ENFANTS ET ADOLESCENTS

MANDANT Département de la santé et de l'action sociale (DSAS), Canton de Vaud
RESPONSABLE Stéphane Rossini
DURÉE du 1^{er} juin 2008 au 31 octobre 2008

LA TRANSITION ENTRE L'HÔPITAL PSYCHIATRIQUE ET LES STRUCTURES D'HÉBERGEMENT

MANDANT Département de la santé et de l'action sociale (DSAS), Canton de Vaud
RESPONSABLE Pierre Gobet, en partenariat avec La Haute école de santé La Source
COLLABORATION DE Marie McCormick
DURÉE du 1^{er} juin 2011 au 31 décembre 2012

47

ÉVALUATION DE L'IMPACT DU PROJET « DIVERS-CITÉS »

Le projet « Divers-Cités » est une mesure d'insertion sociale (MIS) qui vise à renforcer l'aptitude au placement des participant-e-s en les aidant à reprendre un rythme de vie et de travail, à regagner confiance en soi, à construire une motivation pour l'avenir, ainsi qu'à acquérir et développer des compétences professionnelles. Élaboré et mis en œuvre en collaboration avec le Service des parcs et domaines de la Ville de Lausanne, le programme propose des activités variées telles que la réalisation d'hôtels à abeilles, de murs à insectes, de nichoirs ou encore le désherbage des plantes invasives. L'évaluation vise à montrer si la mesure est utile aux yeux des participant-e-s et des assistant-e-s sociaux-ales qui l'animent. Elle questionne sa cohérence, c'est-à-dire l'adéquation des moyens et objectifs poursuivis et s'intéresse à son efficacité, c'est-à-dire sa capacité à atteindre ses objectifs. Sur le plan méthodologique, l'évaluation s'appuie sur l'approche par les capacités, jugeant dans quelle mesure le projet « Divers-Cités » soutient les participant-e-s dans la formulation et la réalisation d'une vie qu'ils et elles ont des raisons de valoriser.

AUTRE MANDAT AU NIVEAU COMMUNAL

ÉVALUATION DU TRAVAIL SOCIAL DE PROXIMITÉ GINKGO

MANDANT Ville de Vevey

RESPONSABLE Jean-Michel Bonvin

COLLABORATION DE Emilie Rosenstein & Frédéric Widmer

DURÉE du 1^{er} septembre 2012 au 28 février 2013

48

EXPERTISE ET ACCOMPAGNEMENT DU PROJET PILOTE COLOCATION ALZHEIMER

L'objet du mandat est l'évaluation de la mise en place et de la phase pilote du projet Colocation Alzheimer. Ce projet prévu dans le canton de Vaud est initié par l'Association Alzheimer Suisse et mis en place par la Fondation Saphir. Il a pour but de développer une nouvelle forme d'habitat adapté aux besoins des personnes atteintes de démence et vivant seules à domicile.

Cette évaluation doit permettre, d'une part, de documenter la mise en place d'un tel projet et son déroulement durant la phase pilote. D'autre part, elle doit apporter des indications sur les trajectoires individuelles des colocataires, sur les positions de leurs proches et des professionnel-le-s impliqué-e-s, ainsi que des observations sur les interactions de groupe dans le cadre du projet pilote. Elle doit répondre à plusieurs questions, notamment :

- Quelles démarches ont été entreprises pour identifier et choisir le lieu de la colocation, quelles difficultés rencontrées, quelles contraintes, quelles réactions des propriétaires immobiliers, etc. ? ;
- Quels critères de choix des colocataires et du personnel d'accompagnement, comment les sélectionner ? ;
- Quelles trajectoires individuelles sont suivies par les colocataires et le personnel d'accompagnement lors de leur entrée dans la structure ? ;
- Qu'apporte un tel lieu de vie aux différents acteurs (colocataires, accompagnant-e-s, proches, etc.) ?

MANDANTS

Apress SA, La Fondation Saphir et l'Association Alzheimer Suisse

RESPONSABLE

Hugentobler Valérie

COLLABORATION DE

Brzak Nicole

DURÉE

du 1^{er} décembre 2013 au 31 décembre 2015

49

AUTRES MANDATS POUR LE COMPTE D'ASSOCIATIONS ET DE FONDATIONS PRIVÉES

ANALYSE DU FONCTIONNEMENT ET STRATÉGIE D'OPTIMISATION DU CENTRE DE THÉRAPIE (CTTS)

MANDANT Fondation Les Buissonnets

RESPONSABLE Stéphane Rossini

COLLABORATION DE André Fischer

DURÉE du 1^{er} février 2009 au 31 mars 2009

ÉVALUATION DU PROJET CHAISE ROUGE

MANDANT Pro Infirmis Vaud

RESPONSABLE Valérie Hugentobler

COLLABORATION DE Agnese Strozzeza

DURÉE du 1^{er} juin 2013 au 30 avril 2014

ÉVALUATION DU PROJET « DU SOUVENIR AU RÉCIT » ET RECOMMANDATIONS

MANDANT Fondation Leenards

RESPONSABLES Alexandre Lambelet & Valérie Hugentobler

DURÉE du 1^{er} octobre 2014 au 30 avril 2015

L'OFFRE DE FORMATIONS POST-GRADUÉES ET CONTINUES « VIEILLISSEMENT ET SANTÉ » RÉPOND-ELLE AUX BESOINS DES PROFESSIONNEL-LE-S ?

MANDANT Service de la santé publique (SSP), Canton de Vaud

RESPONSABLE Valérie Hugentobler

COLLABORATION DE Céline Perrin

DURÉE du 1^{er} septembre 2014 au 31 mars 2015

PUBLICATIONS

PUB LITICA TION

2014

- Bonvin, J.-M. (2014). **Towards a more critical appraisal of social policies – The contribution of the capability approach.** In H.-U. Otto & H. Ziegler (Eds.), *Critical Social Policy and the Capability Approach* (pp. 231-248). Opladen and Farmington Hills: Barbara Budrich.
- Bonvin, J.-M. (2014). **Un nouvel objectif pour les politiques de solidarité: le développement des capacités.** *Direction de la Prospective du Grand Lyon pour la démarche GLVS (Grand Lyon vision solidaire)*, 4, 146-150.
- Bonvin, J.-M., Cianferoni, N., & Kuehni, M. (à paraître). **Les rapports de subordination au cœur de la cité par projet: étude de cas dans l'industrie des machines.** *L'homme et la société*.
- Bonvin, J.-M., & Rosenstein, E. (à paraître). **L'accessibilité au prisme des capacités.** In J. Zaffran (Ed.), *Handicap et accessibilité*. Grenoble: Presses universitaires de Grenoble.
- Bonvin, J.-M., & Rosenstein, E. (à paraître). **Contractualising social policies: a way towards more active social citizenship and enhanced capabilities?** In R. Ervik, N. Kildal & E. Nilssen (Eds.), *New Contractualism in European Welfare Policies*. Aldershot: Ashgate.
- Bonvin, J.-M., & Stoecklin, D. (2014). **Introduction.** In D. Stoecklin & J.-M. Bonvin (Eds.), *Children's Rights and the Capability Approach. Challenges and Prospects* (pp. 1-17). Dordrecht: Springer.
- Cianferoni, N. (2014). **La réduction des coûts générés par les malades ou les accidentés comme levier pour accroître la compétitivité de l'entreprise. Le cas de la gestion des absences à La Poste suisse.** In J. Ferrette (Ed.), *Souffrances hiérarchiques au travail: l'exemple du secteur public* (pp. 101-111). Paris: L'Harmattan.
- Dahmen, S. (2014). **The Theoretical Orthodoxy of Children's and Youth Agency and Its Contradictions: Moving from Normative Thresholds to a Situated Assessment of Children's and Youth Lives.** In D. Stoecklin & J.-M. Bonvin (Eds.), *Children's Rights and the Capability Approach. Challenges and Prospects* (pp. 153-173). Dordrecht: Springer.
- Dahmen, S. (2014). **The Capability Approach and Sociological Conceptions of Human Agency: An Empirical Assessment on the Basis of an Analysis of Activation Policies.** *Social Work and Society*, 12 (2).
- Dallera, C., Hugentobler, V., & Anchisi, A. (2014). **L'apparition d'organisations marchandes dans le domaine de l'aide et des soins à domicile en Suisse romande.** *SociologieS*, mise en ligne 10 novembre 2014.
- Dif-Pradalier, M., & Zarka, S. (2014). **Redonner ses chances à l'apprentissage. Une comparaison France, Suisse, Italie.** Pantin: IRES/CFTC.
- Hugentobler, V. (2014). **La question de l'équité intergénérationnelle: problème social ou subterfuge politique?** In C. Hummel, I. Mallon & V. Caradec (Eds.), *Vieillesse et vieillissements: Regards sociologiques* (pp. 97-110). Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- Hugentobler, V., Anchisi, A., Dallera, C., & Strozzege, A. (2014) **Le domicile des personnes âgées en perte d'autonomie: un nouveau « marché » potentiel.** In L. Nowik & A. Thalineau (Eds.), *Vieillir chez soi. Les nouvelles formes du maintien à domicile* (pp. 133-150). Rennes: Presses universitaires de Rennes.

52

2013

- Kuehni, M. (2014). **L'assignation au travail: focus sur les emplois temporaires de l'assurance chômage.** *Chroniques internationales de l'IRES*, 146, 28-36.
- Kuehni, M. (2014). **Les résistances au travail en perspective: mécaniciens et caissières en seconde partie de carrière.** *Émulations*, 13, 41-54.
- Le Feuvre, N., Kuehni, M., Rosende, M., & Schoeni, C. (2014). **Le genre du « vieillissement actif »: du principe du traitement équitable à la multiplication des injonctions contradictoires.** *Revue suisse de sociologie*, 40 (2), 307-324.
- Leppänen, V. (2014). **The Activating Role of Welfare Institutions and the Voices of the Youth in Transition from School to Work.** *Social Work and Society*, 12 (2).
- Rosenstein, E., Dif-Pradalier, M., & Bonvin, J.-M. (à paraître). **Vocational Training as an Integration Opportunity? A Swiss Case Study on Struggling Young Adults.** In H.-U. Otto, et al. (Eds.), *Facing trajectories from school to work – Towards a capability-friendly Youth Policy in Europe*. Dordrecht: Springer.
- Rossini, S. (Ed.). (2014). **La gouvernance des politiques suisses de santé.** Lausanne: Réalités sociales.
- Schoeni, C., Kuehni, M., Le Feuvre, N., & Rosende, M. (2014). **Peu d'égalité professionnelle pour les seniors en emploi.** *Sécurité sociale CHSS*, 4, 224-227.
- Stoecklin, D., & Bonvin, J.-M. (Eds.). (2014). **Children's Rights and the Capability Approach. Challenges and Prospects.** Dordrecht: Springer.
- Stoecklin, D., & Bonvin, J.-M. (2014). **Conclusion.** In D. Stoecklin & J.-M. Bonvin (Eds.), *Children's Rights and the Capability Approach. Challenges and Prospects* (pp. 273-287). Dordrecht: Springer.
- Stoecklin, D., & Bonvin, J.-M. (2014). **Cross-Fertilizing Children's Rights and the Capability Approach. The Example of the Right to Be Heard in Organized Leisure.** In D. Stoecklin & J.-M. Bonvin (Eds.), *Children's Rights and the Capability Approach. Challenges and Prospects* (pp. 131-152). Dordrecht: Springer.
- Stoecklin, D., & Bonvin, J.-M. (2014). **The Capability Approach and Children's Rights: An outline to assess child participation.** In C. S. Hart, M. Biggeri & B. Babic (Eds.), *Agency and Participation in Childhood and Youth: International Applications of the Capability Approach in Schools and Beyond* (pp. 63-82). London: Bloomsbury.
- Beuret, B., Bonvin, J.-M., & Dahmen, S. (2013). **Identifying and Tackling Inequality. A Challenge for Social Work.** *Revue suisse de travail social*, 15, 9-26.
- Bonvin, J.-M. (2013). **La participation à l'aune de l'approche par les capacités d'Amartya Sen.** In F. Claisse, C. Lavolette, M. Reuchamps & C. Ruyters (Eds.), *La participation en action* (pp. 41-54). Bruxelles: P.I.E. Peter Lang.
- Bonvin, J.-M., & Cianferoni, N. (2013). **La fabrique du compromis sur le marché du travail suisse. Évolutions et défis actuels.** *Négociations*, 20 (2), 59-71.
- Bonvin, J.-M., Dif-Pradalier, M., & Moachon, É. (2013). **A Capability Approach to Restructuring Processes: Lessons from a Swiss and a French case study.** *International Journal of Manpower*, 34 (4), 382-396.
- Bonvin, J.-M., Dif-Pradalier, M., & Rosenstein, E. (2013). **Politiques d'activation des jeunes et modalités d'accompagnement. Le cas du programme FORJAD en Suisse.** *Lien social et Politiques*, 70, 13-27.
- Bonvin, J.-M., Dif-Pradalier, M., & Rosenstein, E. (2013). **Trajectoires de jeunes bénéficiaires de l'aide sociale en Suisse. Une analyse en termes de capacités.** *Agora débats/jeunesses*, dossier « Normes sociales et bifurcations dans les parcours de vie des jeunes », 65 (3), 61-75.
- Bonvin, J.-M., & Moachon, É. (2013). **Droit au travail et responsabilité individuelle dans les États sociaux contemporains. Une analyse en termes de capacités des politiques d'activation des personnes sans emploi.** *Journal européen des droits de l'homme*, 2013 (5), 777-803.

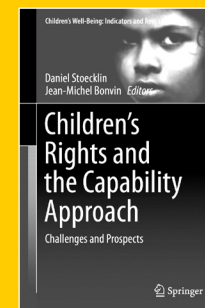
53

- Bonvin, J.-M., & Moachon, É. (2013). **The Local Dimension in Labour Market Policies: promoting autonomy or enforcing compliance?** In H.-U. Otto & H. Ziegler (Eds.), *Enhancing Capabilities: The Role of Social Institutions* (pp. 55-70). Opladen and Farmington Hills: Barbara Budrich.
- Clerc, K. (2013). **Double regard sur la formation d'assistant socio-éducatif.** *Revue petite enfance*, 112, 54-58.
- Clerc, K. (2013). **Les frontières de l'identité.** *Revue Reiso: information sociale indépendante*, mise en ligne le 30 septembre 2013.
- Gobet, P., & Emilsson, T. (2013). **Integration as 'Boundary Redefinition Process'.** In K. Leichsenring, J. Billing & H. Nies (Eds.), *Long-Term Care in Europe: Improving Policy and Practice* (pp. 118-141). Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Kuehni, M., & Rosende, M. (2013). **Inégalités de santé au travail chez les seniors: L'apport du genre.** *Revue économique et sociale*, 2, 57-64.
- Kuehni, M., Rosende, M., & Schoeni, C. (2013). **Maintien en emploi et inégalités de sexe.** *Lien social et Politiques*, 69, 197-213.
- Le Feuvre, N., Kuehni, M., Rosende, M., & Schoeni, C. (2013). **Gestion des âges et égalité: des enjeux clés souvent négligés.** *HR Today: Le journal suisse des ressources humaines*, 3, 38-39.
- Moachon, É., & Bonvin, J.-M. (2013). **Les nouveaux modes de gestion du travail social et la marge discrétionnaire des travailleurs sociaux.** In C. Bellot, M. Bresson & C. Jetté (Eds.), *Le travail social et la nouvelle gestion publique* (pp. 205-220). Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Modak, M., & Bonvin, J.-M. (2013). **Il faut reconnaître le « care » sur tous les plans.** *Revue Reiso: information sociale indépendante*, mise en ligne le 11 novembre 2013.
- Modak, M., & Bonvin, J.-M. (Eds.). (2013). **Reconnaître le care: un enjeu pour les pratiques professionnelles.** Lausanne: Cahiers de l'EESP.
- Noël-Chantraine, A. (2013). **Les jeunes adultes en difficulté et Amartya Sen.** *Revue Reiso: information sociale indépendante*, mise en ligne le 6 mai 2013.
- Remy, C., & Orianne, J.-F. (2013). **Les chargés des relations partenariales: significations et usages de la confiance.** *Revue européenne du droit social*, 20 (3), 67-98.
- Rosenstein, E., & Bonvin, J.-M. (2013). **Les transformations à l'oeuvre en matière de protection sociale et de solidarité.** *Cahiers du Grand Lyon / Vision solidaire*, 1, 116-118.
- Rossini, S. (2013). **La cohérence de façade du système suisse de santé.** *Revue Reiso: information sociale indépendante*, mise en ligne le 21 janvier 2013.
- Rossini, S. (2013). **Les jeunes romands et la solidarité.** *Revue Reiso: information sociale indépendante*, mise en ligne le 23 mai 2013.

2012

- Bonvin, J.-M. (2012). **Droits sociaux fondamentaux.** In A. Jobert, M. Lallement & A. Mias (Eds.), *Dictionnaire du travail* (pp. 212-217). Paris: PUF.
- Bonvin, J.-M. (2012). **Individual working lives and collective action. An introduction to capability for work and capability for voice.** *Transfer: European Review of Labour and Research*, 18 (1), 9-18.
- Bonvin, J.-M. (2012). **Les politiques de lutte contre la pauvreté au prisme de l'approche par les capacités.** In J.-P. Tabin & F.-X. Merrien (Eds.), *Regards croisés sur la pauvreté* (pp. 141-154). Lausanne: EESP.
- Bonvin, J.-M., Cianferoni, N., & Widmer, F. (2012). **Normative avenues: promoting quality of employment in the European Union and beyond: the necessary contribution of law.** In S. Borelli & P. Vielle (Eds.), *Quality of employment in Europe: legal and normative perspectives* (pp. 257 - 272). Brussels: P.I.E. Peter Lang.

54



- Stoecklin, D., & Bonvin, J.-M. (Eds.). (2014) **Children's Rights and the Capability Approach. Challenges and Prospects** *Dordrecht: Springer*

Ce livre traite des droits de l'enfant dans la perspective des capacités. L'objectif est de questionner le développement des droits et libertés des enfants ainsi que leurs possibilités de participation dans des contextes aussi divers que la formation, l'accès aux loisirs, les parlements des jeunes, etc. L'ouvrage comprend notamment deux contributions de membres du CESCAP: d'une part, Daniel Stoecklin et Jean-Michel Bonvin proposent une nouvelle façon de conceptualiser la citoyenneté et la participation des enfants. Ils étudient comment et dans quelle mesure le droit des enfants à être entendu se traduit en une participation effective dans le cadre des activités de loisirs; d'autre part, Stephan Dahmen avance une critique des théories de la jeunesse focalisées sur l'autonomie des enfants, sous-estimant généralement les inégalités et le poids du contexte social dans le développement de leurs capacités.



- Rossini, Stéphane (Ed.). (2014) **La gouvernance des politiques suisses de santé** *Lausanne: Réalités sociales*

Cet ouvrage restitue les résultats d'une vaste recherche consacrée à l'allocation des ressources dans la politique de santé suisse. Les chercheurs ont étudié la cohérence des mécanismes d'allocation des ressources dans cinq champs de la Loi fédérale suisse sur l'assurance-maladie (LAMal): la planification hospitalière; le financement des soins; la réduction des primes d'assurance-maladie; la clause du besoin en matière de démographie médicale ambulatoire; et les médicaments. On y découvre, entre autres, une présentation des processus de planification hospitalière depuis cinquante ans, une description des mécanismes de fonctionnement du marché des médicaments et une comparaison des applications cantonales de la LAMal sur près de vingt ans. Cette étude confirme la nécessité de repenser et de clarifier les modalités de gouvernance, d'organisation et, surtout, de détermination des objectifs et des moyens des politiques publiques en matière de santé.

55

- Bonvin, J.-M., Dif-Pradalier, M., & Rosenstein, E. (2012). L'activation des « jeunes adultes en difficulté »: le cas du programme FORJAD dans le canton de Vaud. *Chroniques du travail*, 2, 51-66.
- Bonvin, J.-M., Gobet, P., Rossini, S., & Widmer, F. (2012). Les « capacités » au cœur de l'action publique. *Revue Reiso: information sociale indépendante*, mise en ligne le 23 avril 2012.
- Bonvin, J.-M., & Moachon, É. (2012). Assessing Employee Voice in Restructuring Processes against the Capability Approach. A Case Study in the Swiss Metal Sector. *Management Revue, The International Review of Management Studies*, 23 (2), 158-172.
- Bonvin, J.-M., & Rosenstein, E. (2012). Local Agencies as Institutional Conversion Factors of Resources into Capabilities. In O. De Leonardi, S. Negrelli & R. Salais (Eds.), *Democracy and Capabilities for Voice: Welfare, Work and Public Deliberation in Europe* (pp. 61-78). Brussels: Peter Lang.
- Bussi, M., & Dahmen, S. (2012). When Ideas Circulate. A walk across disciplines and different uses of the 'capability approach'. *Transfer: European Review of Labour and Research*, 18 (1), 91-95.
- Cianferoni, N. (2012). Répondre au dumping salarial par la grève? Le cas de l'Aéroport International de Genève (AIG). *Les Mondes du Travail*, 12, 65-76.
- Dif-Pradalier, M. (2012). Mesure du (coût du) travail et recours à la sous-traitance: le cas de Gaz de Bordeaux. In M. Alaluf, P. Desmarez & M. Stroobants (Eds.), *Mesures et démesures du travail* (pp. 243-251). Bruxelles: Presses de l'Université de Bruxelles.
- Dif-Pradalier, M. (2012). Modernisation du secteur public et transformation du pouvoir d'agir des salariés. Le cas de Gaz de Bordeaux. *La nouvelle revue du travail*, 1.
- Dif-Pradalier, M., & Reix, F. (2012). *Figures de salariés CFTC en lutte: Les cas de Continental et de Nortel*. Paris: Étude IRES / CFTC.
- Dif-Pradalier, M., Rosenstein, E., & Bonvin, J.-M. (2012). Vocational Training as an Integration Opportunity for Struggling Young Adults? A Swiss Case Study. *Social Work and Society*, 10 (1).
- Gobet, P., Galster, D., Repetti, M., Scherer, F., & Constantin, E. (2012). *Le case management en contexte. Bases conceptuelles et applications d'un dispositif de prise en charge intégratif*. Lausanne: EESP.
- Hugentobler, V., & Moachon, É. (2012). L'approche par les capacités et le paradigme du parcours de vie: un double cadre conceptuel pour évaluer les interventions sociales en faveur des jeunes adultes « en difficulté ». In F. Picard & J. Masdonati (Eds.), *Les parcours d'orientation des jeunes: dynamiques institutionnelles et identitaires* (pp. 127-154). Laval: Presses Universitaires de Laval.
- Rosenstein, E. (2012). L'activation et ses abus de langage: le cas de l'assurance-invalidité. *Revue suisse de travail social*, 13, 38-50.
- Rosenstein, E., Bonvin, J.-M., & Schafer, S. (2012). Les politiques intégrées de l'emploi: un nouveau modèle pour l'insertion?. *TEF: Travail - Emploi - Formation*, 10, 29-41.
- Rossini, S. (2012). La politique fédérale en matière de lutte contre la pauvreté. In J.-P. Tabin & F.-X. Merrien (Eds.), *Regards croisés sur la pauvreté* (pp. 109-118). Lausanne: EESP.
- Rossini, S., Lambelet, C., Farhani, C., & Fischer, A. (2012). Motivations et disparités dans la formation continue. *Revue Reiso: information sociale indépendante*, mise en ligne le 30 janvier 2012.
- Vero, J., Bonvin, J.-M., Lambert, M., & Moachon, É. (2012). Decoding the European dynamic employment security indicator through the lens of the capability approach. A comparison of the United Kingdom and Sweden. *Transfer: European Review of Labour and Research*, 18 (1), 55-67.
- Widmer, F. (2012). *La coordination patronale face à la financiarisation. Les nouvelles règles du jeu dans l'industrie suisse des machines*. Zurich: Seismo.

- Beuret, B. (2011). Le handicap entre différence et universalité. *Universitas*, 3, 25-26.
- Bonvin, J.-M. (2011). Au-delà de la « précarité » et de son ambivalence, la contribution de l'approche par les capacités. *SociologieS*, mise en ligne le 11 avril 2011.
- Bonvin, J.-M. (2011). Commentaire. In S. Burgard & A.-F. Praz (Eds.), *Genre et bien-être, questionner les inégalités* (pp. 134-140). Zurich: Seismo.
- Bonvin, J.-M. (2011). De la cage d'acier bureaucratique au partenariat public-privé: enjeux et défis des nouveaux outils de gestion. *Integras*, 39, 6-11.
- Bonvin, J.-M. (2011). Employabilité versus capacité. In R. Salais (Ed.), *Le travail réinventé. Un défi pour l'Europe* (pp. 47-48). Nantes: Projet Capright.
- Bonvin, J.-M. (2011). Les récentes évolutions de la négociation sociale en Suisse: quelques enjeux théoriques et empiriques pour l'étude de la négociation. In A. Colson (Ed.), *Entrer en négociation. Mélanges en l'honneur de Christophe Dupont* (pp. 233-246). Paris: Larquier.
- Bonvin, J.-M. (2011). Reframing the Issue of Responsibility in Activation Policies. In R. Rogowski, R. Salais & N. Whiteside (Eds.), *Transforming European Employment Policy: Labour Market Transitions and the Promotion of Capability* (pp. 138-156). Cheltenham: Edward Elgar.
- Bonvin, J.-M. (2011). The Transformation of Intimate Citizenship: Bodies, Personal Capacities and the Intimate Conditions of Life Transforming. In A. E. Woodward, J.-M. Bonvin & M. Renom (Eds.), *Gendered Well-Being in Europe. The Impact of Social Movements* (pp. 85-101). London: Ashgate.
- Bonvin, J.-M. (2011). La sécurité sociale: notions clés, spécificités et évolutions récentes. In J.-M. Bonvin, P. Gobet, S. Rossini & J.-P. Tabin, *Manuel de politique sociale* (pp. 17-40). Lausanne: EESP.
- Bonvin, J.-M., & Dif-Pradalier, M. (2011). A capability approach to public policies for marginalized youth, the case of FORJAD in the canton of Vaud. *Revue suisse de travail social*, 11, 47-63.
- Bonvin, J.-M., Gobet, P., Rossini, S., & Tabin, J.-P. (2011). *Manuel de politique sociale*. Lausanne: EESP.
- Bonvin, J.-M., & Moachon, É. (2011). Reframing the Issue of Legitimacy in Workfare Policies. In E. Blomberg & N. Kildal (Eds.), *Workfare and welfare legitimacy* (pp. 62-95). Vaajakoski: Nordwel Studies in Historical Welfare Research.
- Bonvin, J.-M., Moachon, É., & Vero, J. (2011). Déchiffrer deux indicateurs européens de flexicurité à l'aune de l'approche par les capacités. *Formation et emploi*, 113, 15-32.
- Cianferoni, N. (2011). Quand la modernisation produit de la souffrance. Le cas de la Poste suisse. *Interrogations*, 12, 79-96.
- Dahmen, S. (2011). *Evidenzbasierte Soziale Arbeit? Zur Rolle wissenschaftlichen Wissens für sozialarbeiterisches Handeln*. Baltmannsweiler: Schneider Verlag Hohengehren.
- Gobet, P. (2011). Finalités et enjeux de la protection sociale. In J.-M. Bonvin, P. Gobet, S. Rossini & J.-P. Tabin, *Manuel de politique sociale* (pp. 71-90). Lausanne: EESP.
- Hugentobler, V. (2011). Des « vieux » ni pauvres, ni malades? *Actualité sociale: revue spécialisée des professionnels du travail social, Avenir Social*, 30, 17-19.
- Lessmann, O., & Bonvin, J.-M. (2011). Job Satisfaction in the Broader Framework of the Capability Approach. *Management revue, The International Review of Management Studies*, 22 (1), 84-100.
- Rossini, S. (2011). 2012-2015: les enjeux sociaux en Suisse. *Revue Reiso: information sociale indépendante*, mise en ligne le 28 décembre 2011.
- Rossini, S. (2011). Assurance-maladie: la solidarité contestée. In R. Cosandey (Ed.), *Le peuple des moutons* (pp. 146-150). Le Locle: Éditions G d'Encre.
- Rossini, S. (2011). Gouvernance de la sécurité sociale suisse. La politique sociale prise au piège de la pensée comptable. *Revue Reiso: information sociale indépendante*, mise en ligne le 9 septembre 2011.

- Rossini, S. (2011). **Le système de santé : politiques, assurances, médecine, soins et prévention.** *Actualité sociale : revue spécialisée des professionnels du travail social, Avenir Social*, 30, 5.
- Rossini, S. (2011). **Les conditions de formation continue dans les domaines de la santé et du travail social en Suisse romande.** *Contribution dans le cadre des 10 ans de l'Unité de Formation Continue de l'EESP*, mise en ligne décembre 2011.
- Rossini, S. (2011). **De la mesure des politiques sociales.** In J.-M. Bonvin, P. Gobet, S. Rossini & J.-P. Tabin, *Manuel de politique sociale* (pp. 91-117). Lausanne: EESP.
- Schnyder, G., & Widmer, F. (2011). **Corporate Governance and Corporate Finance.** In C. Trampusch & A. Mach (Eds.), *Switzerland in Europe* (pp. 105-123). London: Routledge.
- Widmer, F. (2011). **Institutional Investors, Corporate Elites and the Building of a Market for Corporate Control.** *Socio-Economic Review*, 9 (4), 671-697.
- Widmer, F. (2011). **Renouvellement des dirigeants et processus de financiarisation: L'industrie suisse des machines depuis les années 1990.** *Revue française de socio-économie*, 7, 21-44.
- Woodward, A. E., Bonvin, J.-M., & Renom, M. (Eds.). (2011). *Transforming Gendered Well-Being in Europe*. London: Ashgate.

2010

- Bonvin, J.-M., & Galster, D. (2010). **Making Them Employable or Capable? Social integration policies at a crossroad.** In H.-U. Otto & H. Ziegler (Eds.), *Education, Welfare and the Capabilities Approach - A European Perspective* (pp. 71-84). New York/Frankfurt: B. Budrich.
- Bonvin, J.-M., & Moachon, É. (2010). **Les dilemmes des conseillers des agences publiques pour l'emploi en Suisse.** *SociologieS*, mise en ligne le 3 février 2010.
- Bonvin, J.-M., & Rosenstein, E. (2010). **Jenseits evidenzbasierter Steuerungsmodelle: Kognitive Rahmen und ihre normativen Implikationen in Politiken der sozialen Integration.** In H.-U. Otto, A. Polutta & H. Ziegler (Eds.), *What works - welches Wissen braucht die Soziale Arbeit? Zum Konzept evidenzbasierter Praxis* (pp. 245-265). Opladen & Farmington Hills: B. Budrich.
- Bonvin, J.-M., & Rosenstein, E. (2010). **Transformation des régimes de protection sociale: le cas de la Suisse.** In F. Degavre, D. Desmette, E. Mangez, M. Nyssens & P. Reman (Eds.), *Transformations et innovations économiques et sociales en Europe: quelles sorties de crise?* (pp. 19-33). Louvain-la-Neuve: Presses Universitaires de Louvain.
- Remy, C., & Pichault, F. (2010). **Conditions et limites d'une démarche de prospective métier dans un secteur de PME touché par la crise économique.** *Revue Management et Avenir*, 49, 277-295.
- Rossini, S. (2010). **Enjeux et contingences en matière de formation continue.** *Les politiques sociales*, 1-2, 43-56.
- Rossini, S. (2010). **L'exigence de la formation continue dans l'action sociale suisse.** *Revue FORS-ORTRA*, 18, 3-7.
- Rossini, S. (2010). **La pauvreté: un « non problème » en politique suisse.** *Actualité sociale : revue spécialisée des professionnels du travail social*, 25, 9-11.
- Rossini, S. (2010). **Une Suisse sans assurance-invalidité? Prévoyance professionnelle suisse, octobre**, 7-8.
- Rossini, S., & Legrand-Germanier, V. (2010). **Le système de santé. Politiques, assurances, médecine, soins et prévention.** Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Suter, C., Bonvin, J.-M., Curty, G., Herkenrath, M., Nollert, M., Scholtz, H., & Vlase, I. (2010). **Towards a global perspective on social inequalities: an introduction.** In C. Suter (Ed.), *Inequality Beyond Globalization: Economic changes, social transformations and the dynamics of inequality* (pp. 1-13). Zurich: LIT.

2009

- Vielle, P., & Bonvin, J.-M. (2010). **Des droits sociaux communautaires. Renégocier un nouveau « panier de sécurités » pour les citoyens européens.** *Revue belge de sécurité sociale*, 4, 553-573.
- Widmer, F. (2010). **La coordination patronale face à l'ouverture des marchés: L'industrie suisse des machines depuis les années 1990.** *Relations Industrielles/Industrial Relations*, 65 (3), 357-379.
- Bonvin, J.-M. (2009). **Analyser les formes contemporaines de négociation. La contribution de l'approche par les capacités.** *Négociations*, 2, 245-257.
- Bonvin, J.-M. (2009). **Care, Respekt und New Public Management.** *Olympe*, November, 82-88.
- Bonvin, J.-M. (2009). **Der Capability Ansatz und sein Beitrag für die Analyse gegenwärtiger Sozialpolitik.** *Soziale Passagen*, 1, 8-22.
- Bonvin, J.-M. (2009). **Ensuring Capability for Work: Outline of a Capability-Oriented Labour Market Policy.** In K. Schneider & H.-U. Otto (Eds.), *From employability towards capability* (pp. 55-69). Luxembourg: Inter-Actions, Ed. Forward.
- Bonvin, J.-M. (2009). **La discrimination multiple sur le marché du travail suisse.** *Tangram*, 23, juin, 61-64.
- Bonvin, J.-M., & Orton, M. (2009). **Activation Policies and Organisational Innovation in the Capability Perspective.** *International Journal of Sociology and Social Policy*, 29 (11-12), 565-574.
- Bonvin, J.-M., & Rosenstein, E. (2009). **Al di là delle politiche basate sull'evidenza: Struttura cognitive e implicazioni normative nelle politiche di integrazione sociale.** *La Rivista delle Politiche Sociali, Luglio-Settembre*, 3, 85-106.
- Bonvin, J.-M., & Simon, A. (2009). **Les restructurations d'entreprises et leur impact sur les travailleurs, comparaison de deux études de cas dans l'industrie métallurgique suisse.** In B. Appay & S. Jefferys (Eds.), *Restructurations, précarisation, valeurs* (pp. 75-87). Toulouse: Octares.
- Bonvin, J.-M., & Vielle, P. (2009). **Une flexibilité au service des capacités des citoyens européens.** *Revue de L'IRES*, 63 (4), 9-25.
- Galster, D., Rosenstein, E., & Bonvin, J.-M. (2009). **Assessing Integrated Employment Policies Against the Capability Approach. A Swiss case study.** *International Journal of Sociology and Social Policy*, 29 (11-12), 637-648.
- Kuehni, M. (2009). **De nouvelles formes d'emploi en marge du rapport salarial: Le cas des assignations au travail dans le cadre du chômage en Suisse.** In B. Appay & S. Jefferys (Eds.), *Restructurations, précarisation, valeurs* (pp. 269-279). Toulouse: Octares.
- Kutzner, S., Nollert, M., & Bonvin, J.-M. (Eds.). (2009). *Armut trotz Arbeit: Die neue Arbeitswelt als Herausforderung für die Sozialpolitik*. Zurich: Seismo.
- Rossini, S. (2009). **Les défis de l'innovation dans le système suisse de santé.** *Revue médicale suisse*, 217, 1844-1847.
- Rossini, S. (2009). **Les défis de l'innovation dans le système suisse de santé.** *Revue Reiso: information sociale indépendante*, mise en ligne le 18 juillet 2009.
- Rossini, S. (2009). **Les dérives de l'assurance-invalidité se confirment.** *Pages romandes, Revue d'information sur le handicap mental et la pédagogie spécialisée*, 1, 3.
- Villani, M., & Beuret, B. (2009). **Le parcours de réparation de l'excision: revendication, reconnaissance et formes de prise en charge.** *Sociologie et Santé*, 33, 149-170.



— Bonvin, J.-M., Gobet, P., Rossini, S., & Tabin, J.-P. (2011)

Manuel de politique sociale

Lausanne: EESP. [2e édition prévue en février 2015]

La politique sociale a de multiples raisons d'être. Ses objectifs se sont modifiés au gré des problèmes qu'une collectivité identifie comme tels, parce qu'ils sont au centre de conflits, de revendications et de débats portés par des groupes de pression, des organismes politiques et économiques ou des mouvements sociaux suffisamment puissants pour se faire entendre. Loin d'aller de soi, la politique sociale est le reflet de la conception du bien public à une époque donnée. Il faut, pour la comprendre, la mettre en perspective, c'est-à-dire en faire la genèse, afin de dégager les raisons de son développement, les bases de son organisation et d'en mesurer l'impact.

C'est ce que propose ce *Manuel de politique sociale*. Il montre dans quel contexte la politique sociale est apparue et s'est développée, quels en étaient les fondements, quelles formes elle a prises, qui en bénéficie, comment et pourquoi en mesurer les coûts ou les effets et quels sont les enjeux sociaux qui la traversent.



— Bonvin, J.-M., & Farvaque, N. (2008)

Amartya Sen, une politique de la liberté

Paris: Michalon

Remettre l'éthique au cœur de la science économique et ériger la promotion des libertés en objectif premier de l'action politique, telles sont les ambitions qui animent l'oeuvre et la vie d'Amartya Sen. Entre philosophie et économie, l'auteur défend une approche théorique stimulante pour penser l'égalité réelle, le bien-être individuel ou collectif et la justice sociale dans les sociétés contemporaines. L'objectif de Sen est tout autant pragmatique: derrière l'optique d'un développement des libertés, figure une grille d'analyse novatrice de l'action publique et des rapports entre économie et démocratie.

Amartya Sen a ainsi renouvelé le débat politique en plaçant au cœur de la réflexion la liberté réelle des individus et en montrant que la réduction des inégalités est une condition *sine qua non* du développement de cette liberté.

Ce livre invite à découvrir et approfondir les fondements théoriques et les implications pratiques de son approche.

— Ballmer-Cao, T.-H., & Bonvin, J.-M. (2008). Les politiques publiques du genre: transformations et perspectives. In I. Engeli, T.-H. Ballmer-Cao & P. Muller (Eds.), *Les politiques du genre* (pp. 17-34). Paris: L'Harmattan.

— Bonvin, J.-M. (2008). Activation Policies, New Modes of Governance and the Issue of Responsibility. *Social Policy and Society*, 7 (3), 367-377.

— Bonvin, J.-M. (2008). Capacités et démocratie. In J. de Munck & B. Zimmermann (Eds.), *La Liberté au prisme des capacités. Amartya Sen au-delà du Libéralisme* (Vol. 18, pp. 237-261). Paris: Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.

— Bonvin, J.-M. (2008). La Stratégie européenne de l'emploi 10 ans après. *Cahiers Genevois de Sécurité sociale*, 41, 9-24.

— Bonvin, J.-M., & Farvaque, N. (2008). *Amartya Sen, Une politique de la Liberté*. Paris: Michalon.

— Bonvin, J.-M., & Moachon, É. (2008). Les conceptions de l'égalité à l'épreuve de l'État social actif. In V. Dupriez, J.-F. Orianne & M. Verhoeven (Eds.), *De l'école au marché du travail, l'égalité des chances en question* (pp. 133-151). Berne: Peter Lang.

— Bonvin, J.-M., & Moachon, É. (2008). Social Integration Policies for Young Marginalised: a Capability Approach. *Social Work and Society*, 6 (2), 296-305.

— Dif-Pradalier, M. (2008). Le dialogue social face à la déréglementation du marché de l'énergie. Le cas de Gaz de Bordeaux. In C. Langeard & A.-L. Penchaud (Eds.), *Les sociologues dans la cité. Face au travail* (pp. 39-50). Paris: L'Harmattan.

— Gobet, P. (2008). Le case management: quelles vertus lui prêter? *Dépendances*, 36, 9-11.

— Hugentobler, V. (2008). Habitat et vieillesse: des enjeux pour demain. In O. Taramarcz (Ed.), *Des environnements amicaux pour toutes les générations* (pp. 14-17). Vevey: Pro Senectute.

— Hugentobler, V. (2008). Intergenerationelle Ungleichheiten im Sozialstaat. In *Sozialalmanach* (pp. 175-187). Luzern: Caritas.

— Hugentobler, V. (2008). Les relations entre les générations: entre mythe et réalité. In R. Currat, et al. (Eds.), *Au fil du temps: le jeu de l'âge* (pp. 56-60). Lausanne: Fondation Claude Verdan.

— Hummel, C., & Hugentobler, V. (2008). La construction sociale du « problème » intergénérationnel. Considérations préliminaires sur une nouvelle problématique. *Gérontologie et société*, 123, 71-84.

— Kuehni, M. (2008). Assigné(e)s au travail en Suisse: quels enjeux de santé pour les actifs et actives du chômage. *Travailler*, 19 (1), 123-142.

— Losa, S., Battistini, M., Aeby, G., Odoni, M., Rosenstein, E., Touchais, S., et al. (2008). *La socio et après? Enquête sur les trajectoires professionnelles et de formation auprès des licencié-e-s en sociologie de l'Université de Genève entre 1995 et 2005*. Genève: Université de Genève, Département de Sociologie, Sociograph n°4.

— Modak, M., & Kuehni, M. (2008). Les « études genre » dans les filières de la santé et du travail social des HES en Suisse. *Les politiques sociales*, 1-2, 127-138.

— Rossini, S. (2008). Für eine neue Vision der sozialen Sicherheit. *Rote Revue, Zeitschrift für Politik, Wirtschaft und Kultur*, 1, 2-6.

— Rossini, S. (2008). Analyse / Plaidoyer pour une sécurité sociale solidaire. L'universalité des prestations menacée. *Revue Reiso: information sociale indépendante*, mise en ligne le 5 septembre 2008.

— Rossini, S. (2008). Pour une vision nouvelle de la sécurité sociale. *Actualité Sociale. La revue spécialisée du travail social*, 15, 6-7.

— Vielle, P., & Bonvin, J.-M. (2008). Putting Security at the Heart of the European Social Pact – Proposals to make flexicurity more balanced. *Transfer: European Review of Labour and Research*, 14 (3), 419-433.

2007

- Badan, P., Bonvin, J.-M., & Moachon, É. (2007). Les politiques actives de l'emploi au service de la réduction des inégalités? In P. Batifoulrier, A. Ghirardello, G. de Larquier & D. Remillon (Eds.), *Approches institutionnalistes des inégalités en économie sociale, Tome 2: Politiques* (pp. 335-348). Paris: L'Harmattan.
- Bonvin, J.-M. (2007). Corporate Social Responsibility in a Context of Permanent Restructuring. A case study from the Swiss metalworking sector. *Corporate Governance*, 15 (1), 36-44.
- Bonvin, J.-M. (2007). Entspricht die Europäische Beschäftigungsstrategie dem Ansatz der Verwirklichungschancen? eine vorläufige Einschätzung. In U. Filipic (Ed.), *Arbeitsmarktpolitik in Europa* (pp. 11-25). Wien: Arbeiterkammer.
- Bonvin, J.-M., & Badan, P. (2007). La responsabilité sociale des entreprises à l'aune des restructurations: une étude de cas dans l'industrie des machines suisse. *Travail et emploi, janvier-mars*, 109, 59-68.
- Bonvin, J.-M., & Farvaque, N. (2007). A Capability Approach to Individualised and Tailor-Made Activation. In R. Van Berkel & B. Volkenburg (Eds.), *Making it Personal* (pp. 45-64). Bristol: Policy Press.
- Bonvin, J.-M., & Farvaque, N. (2007). L'accès à l'emploi au prisme des capacités. Enjeux théoriques et méthodologiques. *Formation et emploi, avril-juin*, 98, 9-24.
- Bonvin, J.-M., & Moachon, É. (2007). The Impact of Contractualism in Social Policies. The case of active labour market policies in Switzerland. *International Journal of Sociology and Social Policy*, 27 (9-10), 401-412.
- Földhâzi, A., Chimienti, M., Bugnon, G., Favre, L., & Rosenstein, E. (2007). *Marché du sexe et violences à Genève*. Genève: Université de Genève, Département de Sociologie, Sociograph n°2.
- Gobet, P. (2007). Managed Care. Der Vorteil des Versicherten ist der Nachteil des Patienten. *Soziale Medizin*, 2, 59-62.
- Rossini, S. (2007). 5^{ème} AI: derrière une révision, des enjeux de société. *Pages romandes, Revue d'information sur le handicap mental et la pédagogie spécialisée*, 2, 25.
- Rossini, S. (2007). *Au nom de la solidarité*. Vevey: Éditions de l'Aire.
- Rossini, S. (2007). Caisse unique: un débat fondamental. *Actualité sociale, Avenir Social*, 7, 9.
- Rossini, S. (2007). La formation et la participation au marché du travail. Instruments essentiels de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. *Contribution introductive au Groupe d'experts: Perspectives pour les jeunes adultes à risques présentant des lacunes dans leur formation et dans leur carrière professionnelle*. Berne-Zurich: Département fédéral de l'économie, OFFT.
- Rossini, S. (2007). Lutter contre la pauvreté: une détermination collective. In *Jeune et pauvre: un tabou à briser* (pp. 47-53). Berne: Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse.
- Widmer, F. (2007). Stratégies syndicales et renouvellement des élites: le syndicat FTMH face à la crise des années 1990. *Revue suisse de science politique*, 13 (3), 395-431.

62

2006

- Anchisi, A., Anchisi, S., Hugentobler, V., Luyet, V., & Pott, M. (2006). Accepter une chimiothérapie à 70 ans et plus: entre autonomie et entrée dans la vieillesse. *Bulletin du Cancer*, 93 (4), 407-414.
- Anchisi, A., Anchisi, S., Hugentobler, V., Luyet, V., & Pott, M. (2006). *Cancer, chimiothérapie et vieillesse, L'expérience des personnes de 70 ans et plus*. Cahiers d'études de la SSPS, Zurich: 86.
- Anchisi, A., Hugentobler, V., & Luyet, V. (2006). *Placer une personne âgée dément(e) en EMS, perspectives familiales et soignantes*. Cahiers d'études de la SSPS, Zurich: 87.
- Badan, P., Bonvin, J.-M., Moachon, É., & Thelen, L. (2006). Protection sociale et marché du travail en transition. Une approche en termes de capacités. In A. Dang, J.-L. Outin & H. Zajdela (Eds.), *Travailler pour être intégré. Mutations des relations entre emploi et protection sociale* (pp. 147-162). Paris: Éditions du CNRS.
- Bonvin, J.-M. (2006). Assessing the European Social Model Against the Capability Approach. In M. Jepsen & A. Serrano (Eds.), *Unwrapping the European Social Model* (pp. 213-232). Bristol: Policy Press.
- Bonvin, J.-M. (2006). L'action publique à l'épreuve de la performance. In M. Modak & J.-P. Tabin (Eds.), *Penser le social: hommages à Jean-Pierre Fragnière* (pp. 99-107). Lausanne: Cahiers de l'EESP.
- Bonvin, J.-M. (2006). Les régulations sociales à l'épreuve du genre. In L. Parini, T.-H. Ballmer-Cao & S. Durrer (Eds.), *Régulation sociale et genre* (pp. 313-335). Paris: L'Harmattan.
- Bonvin, J.-M. (2006). The Proceduralization of Standards: Putting the Common Good to the Test. *European Journal of Law Reform*, 6 (3-4), 351-370.
- Bonvin, J.-M. (2006). Riforme della sfera pubblica e approccio della capacitazione. L'esperienza della politiche dell'impiego. *La Rivista della Politiche Sociali, Aprile-Giugno*, 2, 293-308.
- Bonvin, J.-M., & Farvaque, N. (2006). Promoting Capability for Work: the Role of Local Actors. In S. Deneulin, M. Nebel & N. Sagovsky (Eds.), *Transforming Unjust Structures: The Capability Approach* (pp. 121-143). Dordrecht: Springer.
- Bonvin, J.-M., & Schoenenberger, A. (2006). I dilemmi del Welfare State. In L. Troiani (Ed.), *Dopo Beveridge: riflessioni sul welfare* (pp. 125-145). Roma: Agrilavoro Edizioni.
- Boschetti, P., Gobet, P., Hunkeler, J., & Muheim, G. (2006). *Le prix des médicaments. L'industrie pharmaceutique suisse*. Lausanne: Éditions d'En-Bas.
- Cavalli, S., Aeby, G., Battistini, M., Borloz, C., Bugnon, G., De Carlo, I., & Rosenstein, E. (2006). *Âges de la vie et changements perçus*. Genève: Université de Genève, Département de sociologie & Centre interfacultaire de gérontologie, Questions d'âge n°3.
- Hugentobler, V., & Hummel, C. (2006). La question des générations. Fragments d'un parcours amical et intellectuel. In M. Modak & J.-P. Tabin (Eds.), *Penser le social: hommages à Jean-Pierre Fragnière* (pp. 209-219). Lausanne: Cahiers de l'EESP.
- Höpflinger, F., & Hugentobler, V. (2006). Soins familiaux, ambulatoires et stationnaires des personnes âgées en Suisse. *Cahiers de l'Observatoire suisse de la santé*, 81.
- Höpflinger, F., Hummel, C., & Hugentobler, V. (2006). *Kinder, Teenager und ihre Grosseltern – intergenerationelle Beziehungen im Wandel*. Zurich: Seismo.
- Kuehni, M. (2006). Des chômeuses face aux violences administratives en Suisse. *Nouvelles Questions Féministes*, 25 (3), 109-122.
- Rossini, S. (2006). L'assurance-invalidité, révélatrice de la complexité des enjeux sociaux et économiques. In M. Modak & J.-P. Tabin (Eds.), *Penser le social: hommages à Jean-Pierre Fragnière* (pp. 75-89). Lausanne: Cahiers de l'EESP.
- Rossini, S. (2006). Se réappropriier les Êtres Humains dans l'action sociale. In *Témoignages* (pp. 1-7). Neuchâtel: Pro Infirmis.

63

IMPRESSUM

ÉDITÉ PAR

Jean-Michel Bonvin
et Emilie Rosenstein

GRAPHISME ET MISE EN PAGE

Tassilo, Vevey

IMPRESSION

achevé d'imprimer
en janvier 2015 par
Print Riviera, Vevey

REMERCIEMENTS

Susy Ducraux
et Caroline Parchet

© 2015, CESCAP,
Lausanne et Genève

Le Centre d'étude des capacités dans les services sociaux et sanitaires (CESCAP) est spécialisé dans l'analyse et l'évaluation des politiques publiques et des transformations du monde du travail. Dans la lignée d'Amartya Sen, les travaux du CESCAP mettent l'accent sur les « capacités » des individus, c'est-à-dire leur liberté réelle de définir des orientations et des choix de vie qu'ils ont des raisons de valoriser, en interaction avec leur environnement institutionnel.

Créé en 2010, le centre réunit des compétences à même d'assurer une production de savoirs visant à améliorer la transparence et la qualité du fonctionnement du système de protection sociale et du marché du travail. Il a également pour vocation d'être un espace de discussion, de vulgarisation et de transfert des savoirs entre les acteurs de terrain, les décideurs politiques et le monde de la recherche et de l'enseignement.

Cette brochure présente les objectifs du CESCAP ainsi que les différentes activités de recherche menées par ses membres au cours des dernières années.

Pour plus d'informations:
www.unige.ch/sciences-societe/socioeco/recherche/cescap